

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2014/27235]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.6, §§ 1^{er} et 4, D.7, D.17, D.61, D.179 à D.183 et D.426, § 2, 3^o;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu l'avis n° 2014/000517 de la Cellule autonome d'avis en développement durable, donné le 28 février 2014;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 20 février 2014, approuvée le 10 mars 2014;

Vu l'avis 55.884/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « accréditation » : attestation par une tierce partie, de la compétence, de l'indépendance et de l'impartialité d'un organisme qui évalue la conformité des produits selon la norme ISO/CEI 17065;

2° « Code » : Code wallon de l'Agriculture;

3° « ISO/CEI 17065 » : la norme internationale ISO/CEI 17065 qui fixe les exigences portant sur les compétences, la cohérence des activités et l'impartialité des organismes certificateurs de produits;

4° « opérateur » : personne physique ou morale, intervenant dans le processus de production, de transformation, de préparation, de conditionnement ou de commercialisation d'un produit ou d'un groupe de produits agroalimentaires d'une filière, et entretenant des relations avec d'autres personnes physiques ou morales concernées par cette filière;

5° « promoteur » : personne physique ou morale chargée de porter le cahier des charges de qualité différenciée, d'organiser la production ainsi que la commercialisation des produits de qualité différenciée;

6° « service » : la Direction de la Qualité du Département du Développement de l'administration désignée comme autorité compétente chargée de la mise en application du système de qualité régional.

CHAPITRE II. — *Commission scientifique pour les produits agroalimentaires*

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué une commission scientifique pour les produits agroalimentaires, dénommée ci-après « la Commission », aux fins de rendre un avis motivé sur toute demande relative à la qualité des produits qui lui est soumise par le Gouvernement ou le Ministre ou en application de toute procédure légale.

§ 2. La Commission est composée de :

1° cinq représentants d'institutions universitaires;

2° deux représentants de centres de recherche scientifique;

3° deux représentants d'institutions d'enseignement supérieur non universitaire;

4° un représentant de l'« Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de qualité »;

5° un représentant de l'administration.

Un représentant du service est invité à participer aux travaux de la Commission à titre d'observateur.

La Commission peut inviter à participer à ses travaux à titre consultatif des experts de son choix et peut recueillir les avis de toute autre personne physique ou morale indépendante.

La Commission peut créer des groupes de travail techniques et scientifiques composés d'experts sectoriels indépendants afin de l'éclairer sur des points particuliers.

§ 3. Les membres de la Commission sont nommés par le Ministre parmi les candidats présentés par les organisations représentatives mentionnées au paragraphe 2.

§ 4. Sans préjudice de l'article 2, § 1^{er}, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, la Commission applique les règles suivantes :

1° la Commission désigne son président parmi ses membres;

2° le secrétariat de la Commission est assuré par le Conseil économique et social de Wallonie, en abrégé « CESW »;

3° le siège de la Commission est celui du CESW;

4° un membre effectif qui n'est pas remplacé par son suppléant, peut se faire représenter par un autre membre de la Commission qui assiste à la délibération concernée, avec procuration écrite;

5° l'avis de la Commission peut être complété par une mention relatant l'opinion divergente d'un membre s'opposant à l'avis émis par la majorité;

6° les frais suivants sont comptabilisés par le secrétariat de la Commission et financés par la voie de déclarations de créance annuelles expédiées au service :

a) les indemnités prévues pour les frais de déplacement;

b) les dépenses de fonctionnement du CESW liées aux activités de secrétariat de la Commission, hors rémunérations du personnel.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1^o, en cas d'empêchement du président, la présidence est assurée par le membre le plus âgé de la Commission.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 4^o, un membre peut uniquement représenter un seul autre membre.

Les experts et les membres des groupes de travail visés au paragraphe 2, alinéa 4, bénéficient des indemnités pour les frais de déplacement mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 6^o, a).

§ 5. La Commission remet son avis dans un délai ne dépassant pas trois mois.

Si le dossier de demande est incomplet, la Commission peut solliciter du requérant les explications supplémentaires nécessaires de manière à compléter sa demande. Dans ce cas, le délai prévu à l'alinéa 1^{er} est suspendu dans l'attente de la réception des informations réclamées.

CHAPITRE III. — Exigences minimales sectorielles

Art. 3. § 1^{er}. Les exigences minimales sectorielles pour l'élaboration des cahiers des charges d'un secteur de production, arrêtées sur la base de l'article D.179, paragraphe 4, alinéa 2, du Code, imposent les principes suivants :

1^o le caractère familial des exploitations agricoles, selon lequel, pour la production concernée, le chef d'exploitation et sa famille sont indépendants économiquement, prennent les décisions, contrôlent la gestion et fournissent l'essentiel du capital et du travail par l'utilisation d'une main d'œuvre assimilée au chef d'exploitation et à ses parents aux premier et deuxième degrés;

2^o la répartition équitable des marges à travers la filière garantissant une plus value significative à l'agriculteur;

3^o une relation équilibrée entre le développement de l'agriculture et les attentes de la société;

4^o le recours exclusif à des produits non étiquetés comme contenant des organismes génétiquement modifiés tels que définis à l'article 2, 2^o, de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant;

5^o une différenciation par rapport à une production standard via l'application d'objectifs repris parmi les éléments suivants :

- a) l'approvisionnement local à divers stades de la filière;
- b) l'impact sur l'environnement;
- c) l'impact sur la santé humaine;
- d) le bien-être animal;
- e) l'éthique et la responsabilité sociétale des opérateurs de la filière;
- f) la qualité organoleptique des produits;
- g) la qualité nutritionnelle et diététique des produits;
- h) la qualité sanitaire des produits ou leur traçabilité.

§ 2. Les exigences minimales sectorielles fixent l'obligation que les cahiers des charges proposés à l'agrément objectivent toute différence par rapport à la production standard servant de référence sur le marché, au moyen de critères contrôlables.

Les exigences minimales sectorielles fixent, le cas échéant, pour le secteur concerné, l'obligation que les cahiers des charges proposés à l'agrément soient ciblés sur des produits dont la différenciation est claire et univoque.

Art. 4. § 1^{er}. Les exigences minimales sectorielles visées à l'article 3 comprennent :

1^o le champ d'application et les définitions applicables au secteur de production concerné;

2^o les modes d'organisation de la production en filière, en groupement ou individuelle;

3^o la description de la filière;

4^o l'obligation d'établir une convention liant l'agriculteur et la filière;

5^o les éléments objectifs et pertinents garantissant le caractère familial des exploitations agricoles;

6^o les éléments objectifs et pertinents formalisant les réponses de la filière aux attentes de la société dans le secteur concerné;

7^o le champ d'application des cahiers des charges pour le secteur de production donné;

8^o la structure des cahiers des charges pour le secteur de production donné, tenant compte de la structure minimale décrite à l'article 7 et à l'annexe 1^{re};

9^o la mise en œuvre des guides d'autocontrôle sectoriels approuvés au sens de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire;

10^o les éléments obligatoires constituant le socle minimal de différenciation;

11^o les éléments de différenciation facultatifs parmi lesquels le promoteur effectue un choix en fonction de l'orientation qu'il donne à son cahier des charges, et le nombre minimal imposé parmi les éléments visés;

12^o le plan de contrôle minimal établissant les lignes directrices pour la rédaction des plans de contrôle dans les cahiers des charges;

13^o les éléments pertinents concernant l'organisation de la certification par des organismes certificateurs;

14^o les éléments concernant la valorisation et la commercialisation des produits;

15^o le pourcentage de produits qui sont mis à disposition du consommateur sous la dénomination reconnue;

16^o les éléments permettant d'objectiver la plus-value destinée à l'agriculteur;

17^o le cas échéant, une identification des exigences auxquelles il peut être dérogé, en décrivant les circonstances et les conditions de dérogations.

§ 2. Les exigences minimales sectorielles permettent au promoteur d'un cahier des charges de prévoir des éléments supplémentaires conduisant à d'autres caractéristiques de différenciation de son produit.

§ 3. La convention, visée au paragraphe 1^{er}, 4^o, garantit une relation contractuelle équitable entre l'agriculteur et la filière via la définition des droits et devoirs des parties contractantes.

Elle comporte au minimum les éléments suivants :

- 1° les coordonnées du promoteur de la filière;
- 2° l'identification de l'agriculteur et des unités de production concernées par l'application du cahier des charges;
- 3° l'engagement de l'agriculteur à produire et à livrer les produits de qualité différenciée à la filière conformément au cahier des charges, annexé à la convention;
- 4° l'engagement du promoteur de la filière à informer l'agriculteur de la procédure de sanction de l'organisme certificateur;
- 5° l'engagement de l'agriculteur à prendre connaissance de la procédure de sanction de l'organisme certificateur;
- 6° l'engagement du promoteur de la filière à accepter, sauf raison exceptionnelle justifiée par écrit à l'agriculteur, les produits de qualité différenciée inscrits dans la filière et répondant au cahier des charges, au prix incluant la plus-value garantie dans le cahier des charges.

Art. 5. Le Ministre définit, dans le respect des principes fixés aux articles 3 et 4, des exigences minimales sectorielles constituant un socle de base commun pour l'élaboration et pour la reconnaissance de cahiers des charges au titre du système régional de qualité différenciée.

Art. 6. Sur demande du Ministre, la Commission lui remet une proposition d'exigences minimales sectorielles. A cette fin, la Commission constitue, par secteur, un groupe de travail technique et scientifique.

La Commission soumet à l'avis du secteur concerné les propositions d'exigences minimales sectorielles.

CHAPITRE IV. — *Contenu des cahiers des charges*

Art. 7. § 1^{er}. Tout cahier des charges de produits de qualité différenciée respecte la structure rédactionnelle et le contenu fixés à l'annexe 1^{re}.

§ 2. Sauf si les exigences minimales sectorielles l'interdisent, le cahier des charges identifie les possibilités de dérogation en décrivant les circonstances et les conditions de dérogations.

§ 3. Lorsque des exigences minimales sectorielles sont fixées par le Ministre, tout cahier des charges pour le secteur concerné les respecte.

Lorsqu'aucune exigence minimale sectorielle n'a été fixée par le Ministre, tout cahier des charges répond aux principes fixés aux articles 3 et 4 visant à l'élaboration de produits de qualité différenciée.

§ 4. Tout cahier des charges prévoit l'obligation pour chaque opérateur :

- 1° de notifier son activité auprès d'un organisme certificateur agréé pour le cahier des charges;
- 2° d'autoriser l'organisme certificateur à réaliser en sa présence tous les contrôles nécessaires, tels que prévus dans le plan de contrôle annexé au cahier des charges, et à vérifier la conformité du produit de qualité différenciée.

CHAPITRE V. — *Procédure d'agrément des cahiers des charges*

Art. 8. § 1^{er}. Toute demande d'agrément d'un cahier des charges au titre du système régional de qualité différenciée est introduite par le promoteur, par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, auprès du service qui en accuse réception dans les dix jours.

§ 2. Le dossier de demande comprend le cahier des charges rédigé conformément aux dispositions de l'article 7, avec ses annexes et le nom du ou des organismes certificateurs qui se sont portés candidats pour réaliser la certification des produits de qualité différenciée issus du cahier des charges. Tout élément utile à l'objectivation du caractère différencié du mode de production ou des produits est joint au dossier.

Le service procède à l'examen du dossier de demande par rapport aux exigences de l'alinéa 1^{er} et, le cas échéant, requiert du demandeur les éléments manquants.

§ 3. Dans les trente jours qui suivent la réception d'un dossier de demande conforme aux exigences du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le service transmet le dossier de demande à la Commission aux fins qu'elle :

- 1° évalue la conformité du cahier des charges aux exigences réglementaires, dont les exigences minimales sectorielles;
- 2° évalue la pertinence et le niveau de différenciation de chaque élément de différenciation intégré dans le cahier des charges;
- 3° évalue la pertinence du plan de contrôle annexé au cahier des charges;
- 4° évalue, le cas échéant, l'orientation et le caractère de différenciation du cahier des charges en fonction, notamment, de l'importance de la différenciation par rapport au produit standard servant de référence sur le marché ou par rapport à son mode de production, et de sa portée pour le consommateur;
- 5° évalue la pertinence de la plus-value pour l'agriculteur, de la convention et de la motivation marketing;
- 6° rend un avis final sur la demande d'agrément.

§ 4. Dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis de la Commission, le service soumet une proposition motivée d'agrément à l'approbation du Ministre.

§ 5. Le Ministre agréé le cahier des charges au titre de la qualité différenciée sous condition de l'agrément d'au moins un organisme certificateur en application de l'article 9. L'agrément du cahier des charges est publié dans le même acte que l'agrément du ou des organismes certificateurs pour le cahier des charges.

L'agrément du cahier des charges est publié au *Moniteur belge*. L'agrément du cahier des charges et le contenu du cahier des charges sont publiés sur le site Internet du Portail de l'agriculture wallonne.

§ 6. Toute modification d'un cahier des charges fait l'objet d'une demande d'agrément selon la procédure décrite au présent article.

§ 7. En application des articles D.6, § 5, et D.10, du Code, le cahier des charges est évalué tous les trois ans par le service.

Si l'évaluation conclut que le contenu du cahier des charges est toujours valable, l'arrêté ministériel agréant le cahier des charges continue à produire ses effets.

Si l'évaluation conclut que le contenu du cahier des charges n'est plus valable, le Ministre agréé un nouveau cahier des charges suivant la procédure visée au présent chapitre. En l'absence d'agrément d'un nouveau cahier des charges, le Ministre retire l'agrément du cahier des charges.

CHAPITRE VI. — *Agrément des organismes certificateurs*

Art. 9. § 1^{er}. Seuls les organismes certificateurs accrédités conformément à la norme ISO/CEI 17065 peuvent être agréés pour la certification de la conformité des produits aux exigences d'un cahier des charges donné.

§ 2. L'organisme certificateur ne délègue pas les activités d'inspection nécessaires à la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges. Il peut déléguer les activités analytiques.

§ 3. A défaut de disposer de l'accréditation visée au paragraphe 1^{er}, un organisme certificateur peut aussi être agréé s'il remplit les conditions suivantes :

1° est accrédité dans le secteur agroalimentaire selon la norme ISO/CEI 17065 dans le même domaine sectoriel;

2° est en cours d'extension d'accréditation pour la certification de la conformité des produits aux exigences dudit cahier des charges;

3° applique les exigences de la norme ISO/CEI 17065 au cahier des charges au moment de la demande d'agrément même s'il n'est pas encore accrédité conformément à la norme ISO/CEI 17065 pour le cahier des charges.

Art. 10. § 1^{er}. L'organisme certificateur candidat à la certification des produits de qualité différenciée en application d'un cahier des charges donné, introduit une demande d'agrément par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, auprès du service, qui en accuse réception dans les dix jours.

§ 2. La demande d'agrément comprend :

1° la dénomination et le siège social de l'organisme certificateur candidat;

2° l'identification des sites sur le territoire de la Région wallonne où sont consultables tous les documents relatifs au contrôle du cahier des charges;

3° les preuves d'accréditation visées à l'article 9;

4° l'identification de la personne physique responsable de l'ensemble des activités de l'organisme certificateur candidat;

5° l'identification du responsable des activités de certification;

6° le manuel qualité de l'organisme certificateur candidat;

7° le schéma général de contrôle basé sur le plan de contrôle annexé au cahier des charges et comprenant les opérations d'inspection, d'audit et d'analyse;

8° la check-list d'audit;

9° le plan de contrôle analytique;

10° la procédure de certification;

11° la définition des non-conformités mineures et majeures et les mesures prises à l'encontre de tout opérateur suite à la détection des différents types de non-conformités;

12° la liste des mesures prises à l'encontre de tout opérateur qui ne respecte pas les obligations découlant de son adhésion au cahier des charges, selon un barème de sanctions proportionnées et non discriminatoires.

§ 3. Le service procède à l'examen de la demande d'agrément et, le cas échéant, requiert de l'organisme certificateur candidat des justifications supplémentaires.

Le service examine la pertinence des éléments du dossier de demande. Il peut requérir l'avis de la Commission.

§ 4. Le service soumet une proposition motivée d'octroi ou de refus d'agrément à l'approbation du Ministre, au plus tard dans les trois mois qui suivent la réception de la demande d'agrément. Ce délai est prolongé lorsque le cahier des charges concerné est en cours d'agrément.

§ 5. Le Ministre agréé l'organisme certificateur dans le même acte que celui agréant le cahier des charges conformément à l'article 8, § 5.

Lorsque plusieurs organismes certificateurs vérifient le respect d'un cahier des charges donné, le Ministre peut, lors de l'octroi de l'agrément, contraindre les organismes certificateurs à mettre en œuvre des éléments de contrôle et de certification jugés nécessaires pour harmoniser le contrôle et la certification du cahier des charges.

Le service notifie la décision du Ministre à l'organisme certificateur dans les dix jours qui suivent la date de la décision.

§ 6. L'organisme certificateur peut, à tout moment, renoncer à son agrément par tout moyen permettant de conférer une date certaine, conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, adressé au service et ce, au moins trois mois avant que la renonciation ne prenne effet.

§ 7. En cas de modification du cahier des charges, le promoteur en informe l'organisme certificateur qui procède aux modifications éventuelles des éléments de son dossier de demande d'agrément et les transmet au service par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code.

Art. 11. § 1^{er}. Dans le respect de l'article D.9 du Code, le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément de l'organisme certificateur s'il ne satisfait plus aux conditions fixées à l'article 9, ou aux obligations fixées aux articles 13 à 15, selon la procédure fixée aux paragraphes 2 à 7.

§ 2. L'organisme certificateur est informé des motifs justifiant la mesure envisagée.

§ 3. Le Ministre ou le fonctionnaire dirigeant du service, désigné comme délégué du Ministre, invite l'organisme certificateur, dans le cadre d'une audition, à faire valoir son point de vue au sujet des motifs exposés justifiant la mesure envisagée.

§ 4. Après instruction du dossier par lui ou son délégué, le Ministre décide, le cas échéant, de retirer l'agrément de l'organisme certificateur.

§ 5. En cas de renonciation à l'agrément telle que mentionnée à l'article 10, paragraphe 6, ou en cas de suspension ou retrait d'agrément, le service avertit sans retard le promoteur du cahier des charges de la décision ministérielle et attire son attention sur la nécessité urgente de pallier la défection par les services d'un autre organisme certificateur agréé ou, à défaut, de rechercher au plus vite un organisme certificateur candidat en mesure de le remplacer. Dans ce dernier cas, une demande d'agrément est introduite comme indiqué à l'article 11.

Le promoteur du cahier des charges concerné porte sans retard et à ses propres frais la décision officielle de retrait d'agrément à la connaissance de tous les opérateurs de la filière et attire l'attention de ceux-ci sur la nécessité urgente de s'inscrire auprès d'un autre organisme certificateur agréé.

§ 6. Tout agrément, toute suspension, tout retrait d'agrément ou toute renonciation à un agrément telle que mentionnée à l'article 10, § 6, est publié au *Moniteur belge* et sur le site Internet du Portail de l'agriculture wallonne.

§ 7. A peine d'irrecevabilité, l'organisme introduit un recours auprès du Ministre ou de son délégué par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la décision relative au refus ou à la suspension ou au retrait de l'agrément.

Conformément à l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut, s'il en fait la demande dans le recours, être entendu par le Ministre ou son délégué.

CHAPITRE VII. — *Supervision et obligations des organismes certificateurs*

Art. 12. Le service est chargé de la supervision des organismes certificateurs agréés. A cette fin, le service :

1° participe aux audits de surveillance et d'extension d'accréditation organisés par l'organisme d'accréditation lié à l'organisme certificateur;

2° fait partie du Comité consultatif de certification de l'organisme certificateur à titre d'observateur;

3° peut effectuer un audit administratif visant à vérifier la bonne application de la norme ISO/CEI 17065, de manière générale ou pour un cahier des charges donné;

4° peut accompagner un auditeur technique sur le terrain pour vérifier ses aptitudes et la manière dont sont réalisées les inspections;

5° peut effectuer de sa propre initiative des inspections auprès des opérateurs sous certification.

Art. 13. Les obligations suivantes s'appliquent aux organismes certificateurs agréés :

1° toute modification dans les informations requises en application de l'article 10, est communiquée sans délai au service par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code;

2° l'organisme certificateur agréé certifie des produits de qualité différenciée suivant les prescriptions du cahier des charges correspondant et suivant la procédure de certification présentée lors de la demande d'agrément;

3° l'organisme certificateur remet à l'opérateur se mettant sous son contrôle le cahier des charges concerné, une grille d'évaluation des non-conformités et une grille de sanctions s'y rapportant;

4° l'organisme certificateur délivre une attestation de conformité aux opérateurs en ordre de contrôle pour le cahier des charges correspondant;

5° lorsqu'un opérateur sous contrôle ne répond plus aux prescriptions qui lui incombent, l'organisme certificateur peut lui retirer son attestation de conformité, en informe sans délai le service et le promoteur du cahier des charges;

6° dans le cas où un opérateur change d'organisme certificateur, le premier organisme certificateur transmet immédiatement à l'organisme suivant l'ensemble des données nécessaires à la continuité des activités de contrôle et de certification concernant l'opérateur;

7° en cas de renonciation d'agrément de la part d'un organisme certificateur ou en cas de retrait d'agrément d'un organisme certificateur, ledit organisme certificateur transmet à l'organisme certificateur désigné par un opérateur l'ensemble des données nécessaires à la continuité des activités de contrôle et de certification concernant cet opérateur.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 5°, l'organisme certificateur :

1° prend les mesures adéquates pour exclure l'opérateur du processus de production, de transformation, de préparation, de conditionnement ou de commercialisation des produits de qualité différenciée concernés par l'exclusion;

2° informe les opérateurs en relation avec l'opérateur en défaut de la décision.

Art. 14. En application de l'article D.8, 3°, du Code, l'organisme certificateur agréé remet au service un rapport d'activité annuel clôturé au 31 décembre, pour le 31 janvier de l'année qui suit au plus tard. Le rapport reprend, notamment :

1° le nombre d'opérateurs sous son contrôle pour le cahier des charges concerné;

2° la liste des opérateurs sous contrôle;

3° les volumes individuels produits par opérateur sous contrôle par produit de qualité différenciée;

4° le nombre de contrôles effectués sur l'année civile par opérateur;

5° les non-conformités relevées par opérateur;

6° les actions correctives découlant des non-conformités relevées.

Art. 15. L'organisme certificateur agréé donne libre accès à toute personne du service à ses locaux et aux documents et fournit toute information demandée.

CHAPITRE VII. — *Dénomination de produit et signe de qualité*

Art. 16. § 1^{er}. Une dénomination de produit telle que fixée dans un cahier des charges agréé, peut uniquement être utilisée par tout opérateur commercialisant des produits agricoles ou des denrées alimentaires conformes audit cahier des charges.

§ 2. Le signe de qualité destiné à rendre le système régional de qualité différenciée visible, tel que visé à l'article D.183, § 1^{er}, du Code, est matérialisé sous une forme reproduite conformément à l'annexe 2.

Le signe de qualité figure uniquement sur l'étiquetage des produits de qualité différenciée conformes à un cahier des charges agréé. Il est placé à un endroit visible et est accompagné de la dénomination de produit telle que fixée dans le cahier des charges.

Le signe de qualité et la dénomination de produit telle que fixée dans le cahier des charges agréé peuvent être utilisés sur les supports publicitaires ayant pour but de communiquer sur les produits conformes au cahier des charges agréé.

§ 3. L'organisme certificateur agréé pour la certification des produits de qualité différenciée d'un cahier des charges donne vérifie l'usage de la dénomination de produit fixée par le cahier des charges. Il vérifie l'usage du signe de qualité.

Lorsque l'organisme certificateur agréé constate un usage abusif de la dénomination de produit ou du signe de qualité, il prend les mesures qu'appelle cette constatation.

CHAPITRE IX. — *Habilitations*

Art. 17. § 1^{er}. Le Ministre est habilité à compléter les procédures d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément visées aux articles 8, 10 et 11 en ajoutant des conditions supplémentaires purement procédurales requises pour le traitement des demandes d'agrément, et en modifiant la liste des documents à joindre aux demandes d'agrément.

§ 2. Le Ministre est habilité à définir les informations et les données dont la transmission peut se faire de manière électronique pour l'application du présent arrêté. Il détermine les conditions d'introduction des documents ou des demandes au moyen de formulaires électroniques.

CHAPITRE X. — *Recours*

Art. 18. § 1^{er}. Lorsqu'un opérateur saisit l'organisme certificateur d'une réclamation, et lorsqu'au terme du traitement de cette réclamation selon les procédures fixées en application de la norme ISO/CEI 17065 l'opérateur conteste la décision rendue par l'organisme certificateur à l'issue de la procédure de traitement de la réclamation, il peut introduire un recours administratif auprès de l'administration.

Il introduit ses moyens de défense par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, à l'adresse du Ministre ou de son délégué, dans un délai maximal de trente jours à dater de la réception du courrier par lequel lui a été notifiée la décision faisant l'objet du recours.

§ 2. Si l'opérateur demande à être entendu en application de l'article D.17, § 2, du Code, le Ministre ou son délégué procède à son audition et établit un rapport succinct de l'entretien qui est cosigné par le Ministre ou son délégué et l'intéressé. D'autres intervenants peuvent par ailleurs être invités à prendre part à l'entretien.

§ 3. Le Ministre ou son délégué prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée ou par tout envoi conférant une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code.

§ 4. Si des frais d'expertise sont engagés par le Service public de Wallonie et si la décision contestée est confirmée, une demande de paiement des frais est jointe à la lettre recommandée ou à l'envoi conférant une date certaine, enjoignant l'intéressé d'acquitter ces frais dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la lettre.

CHAPITRE XI. — *Contrôles et infractions*

Art. 19. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code.

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 20. § 1^{er}. L'arrêté ministériel du 2 septembre 2011 définissant les modalités de reconnaissance de cahiers des charges au titre de la qualité différenciée dans le secteur de la production de volailles continue à produire ses effets tant que des exigences minimales sectorielles pour l'élaboration des cahiers des charges pour la production de volailles de qualité différenciée, ne sont pas définies conformément aux articles 5 et 6.

§ 2. L'arrêté ministériel du 2 février 2004 définissant les critères minimaux permettant la reconnaissance de la qualité différenciée dans le secteur de la production porcine continue à produire ses effets tant que des exigences minimales sectorielles pour l'élaboration des cahiers des charges pour la production de porcs de qualité différenciée, ne sont pas définies conformément aux articles 5 et 6.

§ 3. Les cahiers des charges agréés précédemment au titre de la qualité différenciée poursuivent leurs effets tant que la procédure d'évaluation des cahiers des charges n'est pas mise en place conformément à l'article 8, § 7.

§ 4. Les organismes certificateurs agréés actuellement pour la certification au titre de la qualité différenciée poursuivent leurs missions tant que la procédure d'agrément des organismes certificateurs n'est pas mise en place conformément aux articles 10 et 11.

Art. 21. Le Titre 7, Chapitre II, du Code, comprenant les articles D. 178 à D. 183, entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 22. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}. Structure des cahiers des charges

Article N. 1^{er}. Tout cahier des charges respecte la structure rédactionnelle suivante :

- 1° Chapitre 1^{er} : Identification du promoteur du cahier des charges;
- 2° Chapitre 2 : Dénomination de produit, utilisée pour l'étiquetage des produits de qualité différenciée; cette dénomination est aussi celle du cahier des charges;
- 3° Chapitre 3 : Méthode de production;
- 4° Chapitre 4 : Traçabilité;
- 5° Chapitre 5 : Procédures de contrôle;
- 6° Chapitre 6 : Différenciation, comprenant :
 - a) Eléments de différenciation du mode de production;
 - b) Eléments établissant la plus-value qualitative des produits;
- 7° Annexes : plan de contrôle tenant compte des exigences minimales sectorielles visées à l'article 3 et du contenu minimal mentionné à l'article 4, § 1^{er}, 11°.

Art. N. 2. Les diverses étapes de production sont décrites intégralement dans le cahier des charges. Chaque stade susceptible de correspondre à lui seul à une unité de production est distingué. La méthode de production associée à chacun de ces stades est décrite de manière exhaustive.

Art. N. 3. Suivant le secteur, la description du Chapitre 3 : Méthode de production, mentionnée au paragraphe 1^{er}, intègre, en tenant compte des exigences minimales sectorielles visées à l'article 3, les éléments suivants :

- 1° le modèle de développement des exploitations agricoles y compris le type de spéculation, le type et la taille des exploitations;
- 2° l'infrastructure des exploitations agricoles y compris les caractéristiques environnementales et citoyennes;
- 3° les espèces, races, variétés utilisées;
- 4° l'origine des animaux ou des végétaux;
- 5° l'alimentation des animaux y compris la liste positive des ingrédients;
- 6° la conduite culturale y compris le mode de culture, les traitements phytosanitaires, la nature et l'utilisation des intrants;
- 7° les soins vétérinaires y compris la liste positive des médicaments;
- 8° le logement des animaux;
- 9° le bien-être des animaux;
- 10° le transport des animaux y compris les conditions de préparation, de chargement et de déchargement des animaux;
- 11° l'abattage des animaux;
- 12° le traitement des carcasses;
- 13° les procédés de transformation;
- 14° le conditionnement des produits de qualité différenciée;
- 15° la commercialisation;
- 16° les éléments permettant d'assurer la traçabilité du produit de qualité différenciée depuis les fournisseurs jusqu'au client final ou jusqu'au consommateur;
- 17° des précisions sur les relations éventuelles entre les fournisseurs ou prestataires de services et l'agriculteur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 5° et 7°, on entend par « liste positive », une liste reprenant de manière exhaustive les éléments pouvant être utilisés par les opérateurs dans le cadre de ce cahier des charges.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 6°, on entend par « intrants », les différents produits extérieurs apportés au sein de l'exploitation agricole, tels les semences, les engrais, les amendements du sol.

Art. N 4. Dans un souci d'information, le texte du Chapitre 6 : Différenciation, mentionné au paragraphe 1^{er}, fournit au consommateur une information fondée relative au cahier des charges.

Art. N. 5. Pour les secteurs et les produits structurés en filière, au sens de l'article D.178, 3°, du Code, la structure de tout cahier des charges, mentionnée à l'article N.1^{er}. de la présente annexe, est complétée des éléments suivants :

- 1° le Chapitre 1^{er} : Identification du promoteur inclut la description de la filière comprenant un organigramme, le statut juridique et la relation de la filière avec les agriculteurs;
- 2° le Chapitre 2 : Dénomination de produit inclut le nom de la filière;
- 3° les Annexes incluent la motivation marketing, le calcul de la plus-value pour l'agriculteur et la convention.

La motivation marketing, telle que visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, est définie comme la description des débouchés commerciaux actuels et prévisibles des produits de qualité différenciée obtenus conformément à un cahier des charges agréé et comprend :

- 1° une description de la filière, de son caractère différencié et de ses objectifs en matière de qualité différenciée;
- 2° une description du caractère différencié des produits, rédigée dans un souci de promotion à destination du grand public;
- 3° une description chiffrée de la production en volume de production et en chiffre d'affaires, éventuellement ventilée par type de produit;
- 4° les débouchés commerciaux actuels et prévisibles;
- 5° la gamme de prix;
- 6° le ou les circuits de commercialisation actuels et à développer éventuellement;
- 7° les techniques de promotion mises en œuvre ou envisagées;
- 8° les objectifs de développement : axes sur lesquels les efforts devraient se porter à l'avenir (court, moyen et long termes).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 2. Signe régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires

Art. N. 1^{er}. Le signe de qualité différenciée en couleur est conforme au modèle ci-dessous dont les couleurs Pantone® sont NOIR 100 % et ROUGE 186 et, en cas de recours à la quadrichromie, NOIR 100 % et CMJN : 0/100/81/4.



Art. N. 2. Le signe de qualité différenciée peut être utilisé en noir et blanc comme présenté ci-dessous, uniquement si l'ensemble de l'étiquetage est en noir et blanc.



Art. N. 3. Si le fond de l'emballage ou de l'étiquette est sombre, le signe de qualité différenciée peut être reproduit en négatif en utilisant la couleur de fond de l'emballage ou de l'étiquette.



Art. N. 4. La dimension minimale du signe de qualité est de 10 mm de largeur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27235]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.6, §§ 1 und 4, D.7, D.17, D.61, D.179 bis D.183 und D.426, § 2, 3°;

Aufgrund des am 25. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000517 der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund der am 10. März 2014 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 20. Februar 2014;

Aufgrund des am 24. April 2014 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.884/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Akkreditierung": Bescheinigung durch eine dritte Stelle, die die fachliche Kompetenz, die Unabhängigkeit und die Unparteilichkeit einer Einrichtung, die die Übereinstimmung der Erzeugnisse mit der Norm ISO/CEI 17065 beurteilt, bestätigt;

2° "Gesetzbuch": Wallonisches Gesetzbuch für Landwirtschaft;

3° "ISO/CEI 17065": die internationale Norm ISO/CEI 17065, die die Anforderungen hinsichtlich der Kompetenzen, der kohärenten Gestaltung der Aktivitäten und der Unparteilichkeit der im Bereich der Produktzertifizierung tätigen Stellen festlegt;

4° "Akteur": Natürliche oder juristische Person, die an der Erzeugung, der Verarbeitung, der Aufbereitung, der Verpackung oder der Vermarktung eines Produkts oder einer Produktgruppe landwirtschaftlicher Nahrungsmittel einer Sparte beteiligt ist und die mit anderen an dieser Sparte beteiligten natürlichen oder juristischen Personen Beziehungen unterhält;

5° "Initiator": Natürliche oder juristische Person, die die Aufgabe hat, das Lastenheft der differenzierten Qualität zu führen und die Produktion sowie die Vermarktung der Produkte von differenzierter Qualität zu organisieren;

6° "Dienststelle": Die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der Verwaltung, die als die mit der Umsetzung des regionalen Qualitätssystems beauftragte zuständige Behörde bezeichnet wird.

KAPITEL II — *Wissenschaftlicher Ausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel*

Art. 2 - § 1. Es wird ein wissenschaftlicher Ausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel eingerichtet, nachstehend "der Ausschuss" genannt, der beauftragt wird, ein begründetes Gutachten über jeden Antrag bezüglich der Produktqualität abzugeben, der ihm von der Regierung, dem Minister oder in Anwendung eines Rechtsverfahrens unterbreitet wird.

§ 2. Der Ausschuss umfasst:

1° fünf Vertreter der akademischen Einrichtungen;

2° zwei Vertreter der wissenschaftlichen Forschungszentren;

3° zwei Vertreter der Einrichtungen des nicht universitären Hochschulunterrichts;

4° einen Vertreter der "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft);

5° einen Vertreter der Verwaltung.

Ein Vertreter der Dienststelle wird aufgefordert, als Beobachter an den Arbeiten des Ausschusses teilzunehmen.

Der Ausschuss kann Sachverständige seiner Wahl auffordern, im Rahmen einer Beratungsfunktion an seinen Arbeiten teilzunehmen. Zudem kann er das Gutachten jeder weiteren unabhängigen natürlichen oder juristischen Person einholen.

Der Ausschuss kann technische oder wissenschaftliche Arbeitsgruppen bilden, die sich aus unabhängigen Sachverständigen der jeweiligen Sektoren zusammensetzen, um spezifische Punkte zu erklären.

§ 3. Die Mitglieder des Ausschusses werden durch den Minister unter den von den in Paragraph 2 angeführten repräsentativen Organisationen vorgeschlagenen Bewerbern bezeichnet.

§ 4. Unbeschadet von Artikel 2, § 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion wendet der Ausschuss folgende Regeln an:

1° Der Ausschuss bezeichnet seinen Vorsitzenden unter seinen Mitgliedern;

2° Der "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) gewährleistet die Sekretariatsführung des Ausschusses;

3° der Sitz des Ausschusses ist der Sitz des "Conseil économique et social de Wallonie";

4° ein effektives Mitglied, das nicht durch seinen Stellvertreter ersetzt wird, kann sich mittels einer schriftlichen Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Ausschusses, das an der betreffenden Beratung teilnimmt, vertreten lassen;

5° das Gutachten des Ausschusses kann durch einen Vermerk über die abweichende Meinung eines Mitglieds, das sich der Meinung der Mehrheit widersetzt, ergänzt werden;

6° Folgende Unkosten werden durch das Sekretariat des Ausschusses verbucht und durch jährliche Schuldforderungen, die an die Dienststelle gerichtet werden, finanziert:

a) die Vergütungen für Fahrtkosten;

b) die Betriebskosten des "Conseil économique et social de Wallonie" im Zusammenhang mit der Sekretariatsführung des Ausschusses mit Ausnahme der Gehälter.

Für die Anwendung von Absatz 1, 1° und falls der Vorsitzende verhindert ist, wird der Vorsitz durch das älteste Mitglied des Ausschusses gewährleistet.

Im Hinblick auf Absatz 1, 4° darf ein Mitglied nur ein einziges anderes Mitglied vertreten.

Den in Paragraph 2, Absatz 4 erwähnten Sachverständigen und die Arbeitsgruppen werden die in Absatz 1, 6°, a) erwähnten Vergütungen für Fahrtkosten gewährt.

§ 5. Der Ausschuss gibt sein Gutachten innerhalb einer Frist von höchstens drei Monaten ab.

Ist die Antragsakte unvollständig, so kann der Ausschuss den Antragsteller auffordern, weitere Erläuterungen zu liefern, um seinen Antrag zu vervollständigen. In diesem Fall wird die in Absatz 1 angeführte Frist ausgesetzt, bis die verlangten Informationen eingegangen sind.

KAPITEL III — Sektorbezogene Mindestanforderungen

Art. 3 - § 1. Die sektorbezogenen Mindestanforderungen für die Ausarbeitung der Lastenhefte eines Produktionssektors, die auf der Grundlage von Artikel D.179, Paragraph 4, Absatz 2 des Gesetzbuches festgelegt werden, schreiben folgende Grundsätze vor:

1° der familiäre Charakter der landwirtschaftlichen Betriebe, in der der Betriebsinhaber und seine Familie in Bezug auf die betreffende Produktion wirtschaftlich unabhängig sind, die Entscheidungen fassen, die Betriebsführung kontrollieren und den Großteil des Kapitals und der Arbeit durch den Einsatz von Arbeitskräften liefern, die dem Betriebsinhaber und seinen Verwandten des ersten und zweiten Grades entsprechen;

2° die gerechte Verteilung der Margen über die Sparte, die dem Landwirt einen deutlichen Mehrwert garantieren;

3° ein ausgeglichenes Verhältnis zwischen der Entwicklung der Landwirtschaft und den Erwartungen der Gesellschaft;

4° die ausschließliche Verwendung von Produkten, die nicht gekennzeichnet sind als genetisch veränderte Sorten im Sinne von Artikel 2, 2° des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung in die Umwelt sowie des Inverkehrbringens von genetisch veränderten Organismen oder Erzeugnissen, die derartige Organismen beinhalten;

5° eine Differenzierung von der Standardproduktion durch die Anwendung von Zielsetzungen, die zu den Folgenden gehören:

- a) die lokale Versorgung in verschiedenen Stadien der Sparte;
- b) die Auswirkungen auf die Umwelt;
- c) die Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit;
- d) das Wohlergehen der Tiere;
- e) die Ethik und unternehmerische Sozialverantwortung der Beteiligten der Sparte;
- f) die organoleptische Qualität der Produkte;
- g) die ernährungswissenschaftliche und diätetische Qualität der Produkte;
- h) die sanitäre Qualität der Produkte oder ihre Rückverfolgbarkeit.

§ 2. Die sektorbezogenen Mindestanforderungen sehen die Pflicht vor, dass die zur Zulassung vorgelegten Lastenhefte jeden Unterschied im Vergleich zu einer Standardproduktion, die auf dem Markt als Referenz dient, objektiv bestimmen.

Die sektorbezogenen Mindestanforderungen legen gegebenenfalls für den betreffenden Sektor die Pflicht fest, dass die zur Zulassung vorgelegten Lastenhefte gezielt auf Produkte ausgerichtet sind, deren Differenzierung klar und eindeutig ist.

Art. 4 - § 1. Die in Artikel 3 angeführten sektorbezogenen Mindestanforderungen umfassen:

1° den Anwendungsbereich und die auf den betreffenden Produktionssektor anwendbaren Definitionen;

2° die Organisation der Produktionsmethoden in der Sparte, im Zusammenschluss oder auf individueller Ebene;

3° die Beschreibung der Sparte;

4° die Verpflichtung, eine Vereinbarung zwischen dem Landwirt und der Sparte abzuschließen;

5° die objektiven und relevanten Elemente, die den familiären Charakter der landwirtschaftlichen Betriebe gewährleisten;

6° die objektiven und relevanten Elemente, die die Reaktionen der Sparte auf die Erwartungen der Gesellschaft in dem betreffenden Sektor formalisieren;

7° der Anwendungsbereich der Lastenhefte für den betreffenden Produktionssektor;

8° die Struktur der Lastenhefte für den betreffenden Produktionssektor unter Berücksichtigung der in Artikel 7 und in der Anlage 1 beschriebenen Mindeststruktur;

9° die Umsetzung der im Sinne des Königlichen Erlasses vom 14. November 2003 über die Eigenkontrolle, die Meldepflicht und die Rückverfolgbarkeit in der Nahrungsmittelkette genehmigten Leitlinien für die Selbstkontrolle in den Sektoren;

10° die vorgeschriebenen Elemente, die die Mindestanforderungen im Bereich der Differenzierung bilden;

11° die fakultativen differenzierenden Elemente, unter denen der Initiator eine Auswahl trifft je nach der Orientierung, die er seinem Lastenheft verleihen möchte, sowie die verlangte Mindestanzahl unter den angeführten Elementen;

12° der Mindestkontrollplan zur Festlegung der Leitlinien für die Abfassung der Kontrollpläne in den Lastenheften;

13° die relevanten Elemente bezüglich der Organisation der Zertifizierung durch die bescheinigenden Stellen;

14° die Elemente bezüglich der Aufwertung und Vermarktung der Produkte;

15° der Prozentsatz der Produkte, die dem Verbraucher unter der bekannten Bezeichnung bereitgestellt werden;

16° die Elemente, die ermöglichen, den für den Landwirt bestimmten Mehrwert zu objektivieren;

17° gegebenenfalls eine Identifizierung der Anforderungen, von denen abgewichen werden kann, unter Angabe der Umstände und Bedingungen der Abweichungen.

§ 2. Die sektorbezogenen Mindestanforderungen ermöglichen dem Initiator eines Lastenhefts zusätzliche Elemente einzuplanen, die zu anderen Eigenschaften zur Differenzierung seines Produkts führen.

§ 3. Die in Paragraph 1, 4° erwähnte Vereinbarung gewährleistet ein ausgeglichenes Vertragsverhältnis zwischen dem Landwirt und der Sparte durch die Festlegung von Rechten und Pflichten der Vertragsparteien.

Diese Vereinbarung umfasst wenigstens die folgenden Elemente:

1° Name und Anschrift des Initiators der Sparte;

2° Identifizierung des Landwirts und der Erzeugungseinheiten, die von der Anwendung des Lastenheftes betroffen sind;

3° die Verpflichtung des Landwirts, in Übereinstimmung mit dem der Vereinbarung beigefügten Lastenheft die Produkte von differenzierter Qualität zu erzeugen und sie der Sparte zu liefern;

4° die Verpflichtung des Initiators der Sparte, den Landwirt über das Strafverfahren der bescheinigenden Stelle zu informieren;

5° die Verpflichtung des Landwirts, das Strafverfahren der bescheinigenden Stelle zur Kenntnis zu nehmen;

6° die Verpflichtung des Initiators der Sparte, außer aus einem dem Landwirt schriftlich begründeten außergewöhnlichen Grund, die in der Sparte eingetragene und dem Lastenheft entsprechenden Produkte zum Preis, der den im Lastenheft garantierten Mehrwert einschließt, anzunehmen.

Art. 5 - Der Minister definiert unter Beachtung der in den Artikel 3 und 4 festgelegten Grundsätze die sektorbezogenen Mindestanforderungen, die eine gemeinsame Grundlage für die Ausarbeitung und die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen des regionalen Systems der differenzierten Qualität darstellen.

Art. 6 - Der Ausschuss übermittelt dem Minister auf dessen Anfrage einen Vorschlag der sektorbezogenen Mindestanforderungen. Diesbezüglich bildet der Ausschuss pro Sektor eine technische und wissenschaftliche Arbeitsgruppe.

Der Ausschuss unterbreitet dem betreffenden Sektor die Vorschläge der sektorbezogenen Mindestanforderungen zur Begutachtung.

KAPITEL IV — Inhalt der Lastenhefte

Art. 7 - § 1. Jedes Lastenheft der Produkte von differenzierter Qualität beachtet die redaktionelle Struktur und den Inhalt nach Anlage 1.

§ 2. Außer wenn die sektorbezogenen Mindestanforderungen es untersagen, werden in dem Lastenheft die Möglichkeiten einer Abweichung angeführt, wobei die Umstände und Bedingungen dieser Abweichungen beschrieben werden.

§ 3. Legt der Minister sektorbezogene Mindestanforderungen fest, so sind diese in allen Lastenheften des betreffenden Sektors zu beachten.

Sind keine sektorbezogenen Mindestanforderungen durch den Minister festgelegt worden, so erfüllt jedes Lastenheft die in den Artikeln 3 und 4 festgelegten Grundsätze zur Entwicklung von Produkten von differenzierter Qualität.

§ 4. In jedem Lastenheft werden für jeden Initiator folgende Verpflichtungen vorgesehen:

1° ihre Tätigkeit einer bescheinigenden Stelle mitteilen, die für das Lastenheft zugelassen ist;

2° der bescheinigenden Stelle erlauben, in seinem Beisein alle notwendigen Kontrollen durchzuführen, so wie sie in dem Kontrollplan, der dem Lastenheft beigefügt ist, vorgesehen sind, und die Übereinstimmung des Produkts von differenzierter Qualität zu prüfen.

KAPITEL V — Verfahren für die Zulassung der Lastenhefte

Art. 8 - § 1. Jeder Antrag auf Zulassung eines Lastenhefts im Rahmen des regionalen Systems der differenzierten Qualität wird durch den Initiator durch jegliches Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der Dienststelle eingereicht, die dessen Empfang innerhalb von zehn Tagen bestätigt.

§ 2. Die Antragsakte umfasst das nach den Bestimmungen von Artikel 7 verfasste Lastenheft, seine Anlagen und die Bezeichnung der bescheinigenden Einrichtung(en), die sich beworben hat bzw. haben, um die Zertifizierung der nach dem Lastenheft hergestellten Produkte von differenzierter Qualität durchzuführen. Jedes Element, das für die Objektivierung des differenzierten Charakters des Erzeugungsverfahrens oder des Produkts zweckdienlich ist, wird der Akte beigefügt.

Die Dienststelle prüft, ob die Antragsakte den Anforderungen von Absatz 1 entspricht und fordert gegebenenfalls bei dem Antragsteller die fehlenden Elemente an.

§ 3. Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang einer Antragsakte, die den Anforderungen von Paragraph 2, Absatz 1 entspricht, übermittelt die Dienststelle die Antragsakte dem Ausschuss, damit dieser folgendes bewertet:

1° die Übereinstimmung des Lastenhefts mit den verordnungsrechtlichen Anforderungen und insbesondere mit den sektorbezogenen Mindestanforderungen;

2° die Relevanz und den Differenzierungsgrad jedes in dem Lastenheft eingefügten Unterscheidungsmerkmals;

3° die Relevanz des dem Lastenheft beigefügten Kontrollplans;

4° gegebenenfalls die Orientierung und den Charakter der Differenzierung des Lastenheftes insbesondere je nach Bedeutung der erzielten Differenzierung im Verhältnis zu dem Standardprodukt, das als Referenz auf dem Markt gilt, oder zu dessen Produktionsmethode und zu seiner Bedeutung für den Verbraucher;

5° die Erheblichkeit des Mehrwerts für den Landwirt, der Vereinbarung und des "Motivation marketing";

6° und ein endgültiges Gutachten über den Zulassungsantrag abgibt.

§ 4. Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Gutachtens des Ausschusses unterbreitet die Dienststelle dem Minister einen begründeten Zulassungsvorschlag zur Genehmigung.

§ 5. Der Minister erteilt dem Lastenheft im Rahmen der differenzierten Qualität die Zulassung unter der Bedingung, dass wenigstens eine bescheinigende Stelle dieses Lastenheft in Anwendung von Artikel 9 zugelassen hat. Die Zulassung des Lastenhefts wird in demselben Dokument veröffentlicht wie die Zulassung der bescheinigenden Einrichtung(en) für das Lastenheft.

Die Zulassung des Lastenhefts wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht. Die Zulassung des Lastenhefts und der Inhalt des Lastenhefts werden auf den Internetseiten des Internetportals der Landwirtschaft in der Wallonie veröffentlicht.

§ 6. Jede Änderung eines Lastenhefts ist Gegenstand eines Zulassungsantrags nach dem im vorliegenden Artikel beschriebenen Verfahren.

§ 7. In Anwendung der Artikel D.6, § 5, und D.10 des Gesetzbuches wird das Lastenheft alle drei Jahre einer Beurteilung durch die Dienststelle unterzogen.

Gelangt die Dienststelle in dieser Beurteilung zu dem Schluss, dass das Lastenheft weiter gültig ist, bleibt der Ministerialerlass zur Zulassung des Lastenhefts weiterhin wirksam.

Gelangt die Dienststelle in dieser Beurteilung zu dem Schluss, dass das Lastenheft nicht mehr gültig ist, so erteilt der Minister einem neuen Lastenheft die Zulassung nach dem Verfahren des vorliegenden Kapitels. In Ermangelung der Zulassung eines neuen Lastenhefts entzieht der Minister die Zulassung des Lastenhefts.

KAPITEL VI — Zulassung der bescheinigenden Stellen

Art. 9 - § 1. Nur die nach der Norm ISO/CEI 17065 akkreditierten bescheinigenden Stellen können für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Produkte mit den Anforderungen eines bestimmten Lastenhefts zugelassen werden.

§ 2. Die bescheinigende Stelle lässt sich im Rahmen der Inspektionstätigkeit, die für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Produkte mit den Anforderungen des Lastenhefts erforderlich sind, nicht vertreten. Sie kann anderen Einrichtungen analytische Aktivitäten übertragen.

§ 3. Falls sie nicht über die in Paragraph 1 erwähnte Akkreditierung verfügt, kann die bescheinigende Stelle nichtsdestotrotz zugelassen werden, falls sie folgende Bedingungen erfüllt:

1° sie ist im Bereich der Land- und Ernährungswirtschaft nach der Norm ISO/CEI 17065 in demselben sektoriellen Bereich akkreditiert;

2° ein Verfahren zur Ausdehnung ihrer Akkreditierung auf die Zertifizierung der Übereinstimmung der Produkte mit den Anforderungen des genannten Lastenhefts läuft bereits;

3° sie wendet die Anforderungen der Norm ISO/CEI 17065 zum Zeitpunkt des Zulassungsantrags bereits auf das Lastenheft an, auch wenn sie für das Lastenheft noch nicht nach der Norm ISO/CEI 17065 zugelassen worden ist.

Art. 10 - § 1. Die bescheinigende Stelle, die sich um die Zulassung für die Zertifizierung von Produkten von differenzierter Qualität in Anwendung eines gegebenen Lastenhefts bewirbt, reicht durch jegliches Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, einen Zulassungsantrag bei der Dienststelle ein, die dessen Empfang innerhalb von zehn Tagen bestätigt.

§ 2. Der Zulassungsantrag umfasst:

1° die Bezeichnung und den Gesellschaftssitz der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt;

2° die Identifizierung der Stellen auf dem Gebiet der Wallonischen Region, wo alle Dokumente bezüglich der Kontrolle des Lastenhefts eingesehen werden können;

3° die in Artikel 9 angeführten Beweise für die Akkreditierung;

4° die Angaben zu der natürlichen Person, die für alle Aktivitäten der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt, verantwortlich ist;

5° die Angaben zu dem Verantwortlichen der Zertifizierungsaktivitäten;

6° das Qualitätshandbuch der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt;

7° das allgemeine Kontrollschema, das auf dem dem Lastenheft beigefügten Kontrollplan beruht und die Vorgänge im Rahmen der Inspektion, des Audits und der Analyse umfasst;

8° die Checkliste des Audits;

9° den analytischen Kontrollplan;

10° das Zertifizierungsverfahren;

11° die Definition der kleineren und größeren Regelwidrigkeiten und die Maßnahmen, die gegen jeden Akteur im Anschluss an die Feststellung verschiedener Arten von Regelwidrigkeiten getroffen werden;

12° die Liste der Maßnahmen, die gegen jeden Akteur getroffen werden, der die an den Beitritt zur Durchführung des Lastenheftes gebundenen Verpflichtungen nicht beachtet, nach einer Tabelle der Sanktionen, die verhältnismäßig und nicht diskriminierend sind.

§ 3. Die Dienststelle prüft den Zulassungsantrag und fordert gegebenenfalls von der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt, zusätzliche Rechtfertigungen.

Die Dienststelle prüft die Relevanz der Bestandteile der Antragsakte. Sie kann das Gutachten des Ausschusses anfordern.

§ 4. Die Dienststelle unterbreitet dem Minister innerhalb von höchstens drei Monaten nach Eingang des Zulassungsantrags einen begründeten Vorschlag zur Gewährung oder Verweigerung der Zulassung zur Genehmigung. Diese Frist wird verlängert, falls die Zulassung des betreffenden Lastenhefts noch nicht abgeschlossen ist.

§ 5. Der Minister gewährt der bescheinigenden Stelle die Zulassung im Rahmen des Dokuments, in dem auch das Lastenheft gemäß Artikel 8, § 5 zugelassen wird.

Falls mehrere bescheinigende Stellen die Beachtung der Auflagen eines gegebenen Lastenhefts prüfen, kann der Minister im Rahmen der Gewährung der Zulassung von den bescheinigenden Stellen verlangen, Kontroll- und Zertifizierungsinstrumente, die als notwendig erachtet werden, um die Kontrolle und die Zertifizierung des Lastenhefts zu harmonisieren, anzuwenden.

Die Dienststelle teilt der bescheinigenden Stelle die Entscheidung des Ministers innerhalb von zehn Tagen nach dem Datum dieser Entscheidung mit.

§ 6. Die bescheinigende Stelle kann jederzeit auf ihre Zulassung verzichten und zwar durch jegliches an die Dienststelle gerichtete Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, und dies wenigstens drei Monate bevor dieser Verzicht wirksam wird.

§ 7. Im Falle einer Änderung des Lastenhefts informiert der Initiator die bescheinigende Stelle, die daraufhin gegebenenfalls die Bestandteile der im Rahmen ihres Zulassungsantrags angelegten Akte anpasst und diese durch jegliches Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, der Dienststelle übermittelt.

Art. 11 - § 1. Unter Beachtung der Bestimmungen von Artikel D.9 des Gesetzbuches kann der Minister die Zulassung der bescheinigenden Stelle nach dem in den Paragraphen 2 bis 7 festgelegten Verfahren aussetzen oder entziehen, falls diese die in Artikel 9 festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt oder den in den Artikeln 13 bis 15 festgelegten Verpflichtungen nicht mehr nachkommt.

§ 2. Die bescheinigende Stelle wird über die Gründe informiert, die die geplante Maßnahme rechtfertigen.

§ 3. Der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle, der als Stellvertreter des Ministers bezeichnet wurde, fordert die bescheinigende Stelle auf, im Rahmen einer Anhörung ihren Standpunkt zu den erläuterten Gründen, die die geplante Maßnahme rechtfertigen, geltend zu machen.

§ 4. Nachdem er oder sein Stellvertreter die Akte geprüft haben, beschließt der Minister gegebenenfalls der bescheinigenden Stelle die Zulassung zu entziehen.

§ 5. Im Falle eines Verzichts auf die Zulassung nach Artikel 10, Paragraph 6 oder im Falle einer Aussetzung oder eines Entzugs der Zulassung informiert die Dienststelle unverzüglich den Initiator des Lastenhefts über den Beschluss des Ministers und macht ihn auf die dringende Notwendigkeit aufmerksam, diesen Ausfall durch die Dienste einer anderen zugelassenen bescheinigenden Stelle zu kompensieren oder in Ermangelung dessen schnellstmöglich eine bescheinigende Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt und die in der Lage ist, die Tätigkeit aufzunehmen, zu suchen. In letztgenanntem Fall ist ein Zulassungsantrag nach dem in Artikel 11 angeführten Verfahren einzureichen.

Der Initiator des betreffenden Lastenhefts informiert auf eigene Kosten unverzüglich alle Akteure der Sparte über die amtliche Entscheidung des Entzugs der Zulassung und macht sie auf die dringende Notwendigkeit aufmerksam, sich bei einer anderen zugelassenen bescheinigenden Stelle einzutragen.

§ 6. Jede Zulassung, jede Aussetzung, jeder Entzug der Zulassung oder jeder Verzicht auf eine Zulassung nach Artikel 10, § 6 wird im Belgischen Staatsblatt und auf den Webseiten des Internetportals der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

§ 7. Unter Gefahr der Unzulässigkeit reicht die Einrichtung bei dem Minister oder bei dessen Stellvertreter durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, eine Beschwerde ein innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses über die Verweigerung, die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung.

Gemäß Artikel D. 17, § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer wenn er dies in der Beschwerde beantragt, von dem Minister oder von dessen Stellvertreter angehört werden.

KAPITEL VII — Überwachung und Verpflichtungen der bescheinigenden Stellen

Art. 12 - Die Dienststelle ist mit der Überwachung der zugelassenen bescheinigenden Stellen beauftragt. Zu diesem Zweck:

1° nimmt sie an den von der für die bescheinigende Stelle zuständigen Akkreditierungsstelle organisierten Überwachungsaudits und Audits zur Ausdehnung der Akkreditierung teil;

2° ist sie Mitglied des Beratenden Ausschusses für die Zertifizierung der bescheinigenden Stelle als Beobachter;

3° kann sie ein Verwaltungsaudit durchführen, um die ordnungsgemäße Anwendung der Norm ISO/CEI 17065 allgemein oder für ein bestimmtes Lastenheft zu prüfen.

4° kann sie vor Ort einen technischen Auditor begleiten, um seine Fähigkeiten sowie die Art und Weise, auf die die Inspektionen durchgeführt werden, zu überprüfen;

5° kann sie auf eigene Initiative Inspektionen bei den zertifizierten Akteuren durchführen.

Art. 13 - Folgende Verpflichtungen finden auf die zugelassenen bescheinigenden Stellen Anwendung:

1° Jede Änderung der in Anwendung von Artikel 10 verlangten Informationen wird der Dienststelle unmittelbar durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt;

2° die zugelassene bescheinigende Stelle zertifiziert Produkte von differenzierter Qualität nach den Vorschriften des entsprechenden Lastenheftes und nach dem im Rahmen des Zulassungsantrags erläuterten Zertifizierungsverfahren;

3° die bescheinigende Stelle händigt dem Akteur, der sich unter ihre Kontrolle stellt, das entsprechende Lastenheft, eine Bewertungstabelle der Regelwidrigkeiten und eine Tabelle mit den entsprechenden Sanktionen aus;

4° die bescheinigende Stelle stellt den Akteuren die im Rahmen der Kontrolle alle Anforderungen des entsprechenden Lastenheftes erfüllt haben, eine Konformitätsbescheinigung aus;

5° wenn ein unter Kontrolle stehender Akteur die ihn betreffenden Vorschriften nicht mehr erfüllt, so kann die bescheinigende Stelle ihm die Konformitätsbescheinigung entziehen, wobei sie die Dienststelle und den Initiator des Lastenhefts unverzüglich darüber informiert;

6° Für den Fall, dass ein Akteur die bescheinigende Stelle wechselt, übermittelt die erste bescheinigende Stelle unmittelbar der Folgenden alle zweckdienlichen Angaben, die für die Weiterführung der diesen Akteur betreffenden Kontroll- und Zertifizierungstätigkeiten notwendig sind;

7° Für den Fall, dass eine bescheinigende Stelle auf ihre Zulassung verzichtet oder für den Fall, dass einer bescheinigenden Stelle die Zulassung entzogen wird, übermittelt die genannte bescheinigende Stelle unmittelbar der durch einen Akteur bezeichneten Einrichtung alle zweckdienlichen Angaben, die für die Weiterführung der diesen Akteur betreffenden Kontroll- und Zertifizierungstätigkeiten notwendig sind.

Zur Anwendung von Absatz 1, 5°:

1° trifft die bescheinigende Stelle die angemessenen Maßnahmen, um den Akteur von der Erzeugung, der Verarbeitung, der Aufbereitung, der Verpackung oder der Vermarktung der Produkte von differenzierter Qualität, die von dem Ausschluss betroffen sind, auszuschließen;

2° informiert die bescheinigende Stelle die Akteure, die mit dem säumigen Akteur in Verbindung stehen, über den Beschluss.

Art. 14 - In Anwendung von Artikel D.8, 3° des Gesetzbuches übermittelt die zugelassene bescheinigende Stelle der Dienststelle einen am 31. Dezember abgeschlossenen jährlichen Tätigkeitsbericht und zwar spätestens am 31. Januar des darauffolgenden Jahres. Dieser Bericht umfasst insbesondere:

- 1° die Anzahl der von ihm kontrollierten Akteure für das betreffende Lastenheft;
- 2° die Liste der von ihm kontrollierten Akteure;
- 3° die individuellen Volumina, die ein kontrollierter Akteur pro Produkt von differenzierter Qualität erzeugt;
- 4° die Anzahl der Kontrollen, die pro Akteur im Laufe eines Kalenderjahres durchgeführt werden;
- 5° die pro Akteur festgestellten Regelwidrigkeiten;
- 6° die sich daraus ergebenden Berichtigungsmaßnahmen.

Art. 15 - Die zugelassene bescheinigende Stelle ermöglicht jeglicher Person der Dienststelle den freien Zugang zu ihren Räumlichkeiten und stellt jede verlangte Information zur Verfügung.

KAPITEL VII — Produktbezeichnung und Qualitätszeichen

Art. 16 - § 1. Eine in einem zugelassenen Lastenheft festgelegte Produktbezeichnung darf lediglich durch den Akteur verwendet werden, der Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel vermarktet, die dem genannten Lastenheft entsprechen.

§ 2. Das Qualitätszeichen, das das regionale System der differenzierten Qualität sichtbar machen soll, und das in Artikel D.183, § 1 des Gesetzbuches angeführt wird, wird durch das gemäß Anlage 2 angeführte Zeichen verkörpert.

Das Qualitätszeichen wird ausschließlich auf den Etiketten der Produkte von differenzierter Qualität, die einem zugelassenen Lastenheft entsprechen, angebracht. Es wird an einer gut sichtbaren Stelle angebracht gemeinsam mit der in dem Lastenheft festgelegten Produktbezeichnung.

Das Qualitätszeichen und die Produktbezeichnung, die in dem zugelassenen Lastenheft festgelegt werden, können auf Werbeträgern verwendet werden, die der Kommunikation über die dem zugelassenen Lastenheft entsprechenden Produkte dienen.

§ 3. Die für die Zertifizierung von Produkten von differenzierter Qualität eines bestimmten Lastenhefts zugelassene bescheinigende Stelle überprüft die in dem Lastenheft festgelegte Produktbezeichnung. Sie überprüft zudem die Verwendung des Qualitätszeichens.

Stellt die zugelassene bescheinigende Stelle einen Missbrauch der Produktbezeichnung oder des Qualitätszeichens fest, trifft er alle Maßnahmen, die diese Feststellung erfordert.

KAPITEL IX — Ermächtigungen

Art. 17 - § 1. Der Minister ist befugt, die in den Artikeln 8, 10 und 11 erwähnten Verfahren für die Zulassung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung zu vervollständigen und rein verfahrenstechnische Bedingungen hinzuzufügen, die für die Behandlung der Zulassungsanträge erforderlich sind. Ebenso ist er befugt, die Liste der den Zulassungsanträgen beizufügenden Dokumente abzuändern.

§ 2. Der Minister ist befugt, die Informationen und Daten festzulegen, deren Übertragung für die Anwendung des vorliegenden Erlasses elektronisch erfolgen kann. Er bestimmt zudem die Bedingungen für das Einreichen der Dokumente oder der Anträge anhand elektronischer Formulare.

KAPITEL X — Beschwerden

Art. 18 - § 1. Falls ein Akteur die bescheinigende Stelle mit einer Beschwerde befasst und der Beschluss dieser bescheinigenden Stelle nach Abschluss der Bearbeitung dieser Beschwerde nach dem in Anwendung der Norm ISO/CEI 17065 festgelegten Verfahren durch den genannten Akteur beanstandet wird, so ist er berechtigt, eine Verwaltungsbeschwerde bei der Verwaltung einzureichen.

Zu diesem Zweck muss es seine Verteidigungsmittel durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an den Minister oder an dessen Stellvertreter richten innerhalb einer Frist von höchstens dreißig Tagen ab dem Eingang des Schreibens, durch das im der Beschluss, der Gegenstand der Beschwerde ist, mitgeteilt worden ist.

§ 2. Beantragt der Akteur eine Anhörung in Anwendung von Artikel D.17, § 2 des Gesetzbuches nehmen der Minister oder dessen Stellvertreter diese Anhörung vor und wird ein kurzer Bericht über das Gespräch erstellt, der anschließend vom Minister oder dessen Stellvertreter und dem Betreffenden unterzeichnet wird. Weitere Beteiligte können aufgefordert werden, an der Unterredung teilzunehmen.

§ 3. Der Minister oder dessen Stellvertreter trifft einen Beschluss, den er dem Betreffenden durch einen Einschreibebrief oder durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt.

§ 4. Falls Kosten für Gutachten zu Lasten der Öffentlichen Dienstes der Wallonie entstehen und falls der beanstandete Beschluss bestätigt wird, wird diesem Einschreiben oder Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, eine Zahlungsaufforderung für diese Kosten beigefügt, durch die der Betreffende aufgefordert wird, diese Summe innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum, an dem das Schreiben aufgegeben wurde, zu begleichen.

KAPITEL XI — Kontrolle und Verstöße

Art. 19 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des Gesetzbuches.

KAPITEL XII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 20 - § 1. Der Ministerialerlass vom 2. September 2011 zur Bestimmung der Modalitäten für die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen der differenzierten Qualität im Bereich der Geflügelproduktion bleibt wirksam, solange die sektorbezogenen Mindestanforderungen für die Ausarbeitung von Lastenheften für die Geflügelproduktion von differenzierter Qualität nicht gemäß Artikel 5 und 6 definiert worden sind.

§ 2. Der Ministerialerlass vom 2. Februar 2004 zur Bestimmung der Mindestkriterien für die Anerkennung der differenzierten Qualität im Bereich der Schweinefleischproduktion bleibt wirksam, solange die sektorbezogenen Mindestanforderungen für die Ausarbeitung von Lastenheften für die Schweinefleischproduktion von differenzierter Qualität nicht gemäß Artikel 5 und 6 definiert worden sind.

§ 3. Die bisher im Rahmen der differenzierten Qualität zugelassenen Lastenhefte bleiben wirksam, solange das Verfahren für die Beurteilung der Lastenhefte nicht gemäß Artikel 8, § 7 eingeführt worden ist.

§ 4. Die für die Zertifizierung im Rahmen der differenzierten Qualität zugelassenen bescheinigenden Stellen führen ihre Aufgaben weiter durch, solange das Verfahren für die Zulassung der bescheinigenden Stellen nicht gemäß Artikel 10 und Artikel 11 eingeführt worden ist.

Art. 21 - Titel 7, Kapitel II des Gesetzbuches, der die Artikel D.178 bis D.183 umfasst tritt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 22 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten,
Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage 1 - Struktur des Lastenhefts

1° Artikel N. 1 - Jedes Lastenheft hat folgende redaktionelle Struktur zu beachten:

Kapitel 1: Identifizierung des Initiators des Lastenhefts;

Kapitel 2: Produktbezeichnung bei der Etikettierung der Produkte von differenzierter Qualität; diese Bezeichnung entspricht der des Lastenhefts;

Kapitel 3: Produktionsmethode;

Kapitel 4: Rückverfolgbarkeit;

Kapitel 5: Kontrollverfahren;

Kapitel 6: Differenzierung, insbesondere:

a) Differenzierende Elemente des Produktionsverfahrens;

b) Elemente, die den qualitativen Mehrwert der Produkte begründen;

2° Anlagen: Kontrollplan unter Berücksichtigung der sektorbezogenen Mindestanforderungen nach Artikel 3 und des in Artikel 4, § 1, 11° erwähnten Mindestinhalts.

Art. N. 2 - Die verschiedenen Produktionsschritte werden ausführlich in dem Lastenheft beschrieben. Jeder Schritt, der einer einzigen Produktionseinheit entsprechen kann, wird getrennt aufgeführt. Die jedem dieser Schritte entsprechende Produktionsmethode wird ausführlich beschrieben.

Art. N. 3 - Je nach Sektor umfasst die Beschreibung von Kapitel 3: Produktionsmethode, angeführt in Paragraph 1, unter Berücksichtigung der sektorbezogenen Mindestanforderungen nach Artikel 3 die folgende Informationen:

1° das Entwicklungsmodell der landwirtschaftlichen Betriebe einschließlich der Art der Produktionszweige, der Art und Größe der Betriebe;

2° die Infrastruktur der landwirtschaftlichen Betriebe einschließlich der umwelttechnischen und gesellschaftlichen Charakteristiken;

3° die verwendeten Arten, Rassen und Sorten;

4° die Herkunft der Tiere oder der Pflanzen;

5° Die Tiernahrung einschließlich der positiven Liste der Zutaten;

6° die Bewirtschaftung der Kulturpflanzen, einschließlich der Anbauart, die Pflanzenschutzbehandlung, die Art und die Verwendung der Betriebsmittel;

7° die veterinärmedizinischen Behandlungen einschließlich der positiven Liste der Medikamente;

8° die Unterbringung der Tiere;

9° das Wohlergehen der Tiere;

10° der Transport der Tiere einschließlich der Bedingungen der Vorbereitung, des Verladens und des Ausladens der Tiere;

11° das Schlachten der Tiere;

12° die Behandlung der Schlachtkörper;

13° die Verarbeitungsvorgänge;

14° die Verpackung der Erzeugnisse von differenzierter Qualität;

15° die Vermarktung;

16° die Elemente, durch die eine Rückverfolgbarkeit des Produkts von differenzierter Qualität von den Lieferanten bis zu dem Endkunden oder Verbraucher gewährleistet werden kann;

17° Erläuterungen zu den gegebenenfalls bestehenden Beziehungen zwischen den Lieferanten oder Erbringern von Dienstleistungen und dem Landwirt.

Für die Anwendung von Absatz 1, 5° und 7° gilt als "positive Liste" eine Liste, die die Elemente, die von den Akteuren im Rahmen des Lastenheftes verwendet werden können, auf erschöpfende Art und Weise anführt.

Für die Anwendung von Absatz 1, 6° gelten als "Betriebsmittel" die verschiedenen von außen in den landwirtschaftlichen Betrieb eingeführten Produkte wie das Saatgut, die Düngemittel und die Bodenverbesserungsmittel.

Art. N. 4 - Zu Zwecken der Informationen bietet der Wortlaut von Kapitel 6: Differenzierung, angeführt in Paragraph 1, dem Verbraucher eine fundierte Information über das Lastenheft.

Art. N. 5 - Für die Sektoren und die Produkte, die im Sinne von Artikel D.178, 3° des Gesetzbuches in Sparten strukturiert sind, wird die Struktur eines jeden Lastenheftes, das in Artikel N. 1 der vorliegenden Anlage angeführt wird, durch die folgenden Elemente ergänzt:

1° Das Kapitel 1: Identifizierung des Initiators umfasst die Beschreibung der Sparte einschließlich eines Organigramms, des juristischen Statuts und der Beziehung der Sparte mit den Landwirten;

2° Das Kapitel 2: Produktbezeichnung umfasst den Namen der Sparte;

3° Die Anlagen umfassen das "Motivation marketing", die Berechnung des Mehrwerts für den Landwirt und die Vereinbarung.

Das in Absatz 1, 3° angeführte Motivation marketing wird definiert wie die Beschreibung der aktuellen oder vorhersehbaren Absatzmöglichkeiten der Produkte von differenzierter Qualität, die unter Berücksichtigung eines zugelassenen Lastenhefts erzeugt werden. Es umfasst:

1° eine Beschreibung der Sparte, ihres differenzierten Charakters und seiner Zielsetzungen im Bereich der differenzierten Qualität;

2° eine Beschreibung des differenzierten Charakters der Produkte, die im Hinblick auf die Absatzförderung für die breite Öffentlichkeit verfasst wird;

3° Zahlenangaben zur Produktion (Produktionsvolumen und Umsatz), gegebenenfalls nach Produkttyp aufgliedert;

4° die aktuellen oder vorhersehbaren Absatzmöglichkeiten;

5° die Preisklasse;

6° den Vermarktungsweg oder die Vermarktungswege, die derzeit bestehen und gegebenenfalls auszudehnen sind;

7° die angewandten oder geplanten Techniken zur Absatzförderung;

8° die Entwicklungsziele: Schwerpunktbereiche, in denen in Zukunft Anstrengungen erfolgen sollten (kurz-, mittel, oder langfristig).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage 2 - Regionales Qualitätszeichen für die differenzierte Qualität von Agrarerzeugnissen und Nahrungsmitteln

Art. N. 1 - Das Qualitätszeichen für die differenzierte Qualität entspricht dem nachstehend angeführten Muster in den Pantone® Farben SCHWARZ 100 % und ROT 186 und bei Anwendung des Vierfarbendrucks SCHWARZ 100 % und CMJN : 0/100/81/4.



Art. N. 2 - Das Qualitätszeichen für die differenzierte Qualität kann wie nachstehend angeführt in Schwarz-Weiß verwendet werden, jedoch nur, wenn die gesamte Etikettierung Schwarz-Weiß ist.



Art. N. 3 - Ist der Untergrund der Verpackung oder des Etiketts dunkel, so kann das Qualitätszeichen für die differenzierte Qualität als Negativ wiedergegeben werden indem die Grundfarbe der Verpackung oder des Etiketts verwendet wird.



Art. N. 4 - Das Qualitätszeichen für die differenzierte Qualität weist eine Mindestbreite von 10 mm auf.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27235]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van het gewestelijk systeem inzake gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en voedingsmiddelen

De Waalse Regering,

Gelet op het Landbouwwetboek, artikelen D.6, §§ 1 en 4, D.7, D.17, D.61, D.179 tot D.183 en D.426, § 2, 3°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 2014/000517 van de Autonome adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 28 februari 2014;

Gelet op het overleg gepleegd op 20 februari 2014 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid, goedgekeurd op 10 maart 2014;

Gelet op het advies 55.884/4 van de Raad van State, gegeven op 24 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « *accreditatie* » : attest afgeleverd door een derde partij ter bevestiging van de bevoegdheid, de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van een instelling die de conformiteit van de producten volgens de norm ISO/CEI 17065 evalueert;

2° « *Wetboek* » : het Waalse landbouwwetboek;

3° « *ISO/CEI 17065* » : de internationale norm ISO/CEI 17065 die voorziet in de vereisten betreffende de bevoegdheden, de cohesie van de activiteiten en de onpartijdigheid van de instellingen die producten certificeren;

4° « *operator* » : natuurlijke of rechtspersoon die tussenkomt in het productie-, verwerkings-, bereidings-, verpakings- of commercialisatieproces van een product of van een groep van agrovoedingsproducten van een keten en die relaties onderhoudt met andere natuurlijke of rechtspersonen die bij die keten betrokken zijn;

5° « *promotor* » : natuurlijke of rechtspersoon belast met het opmaken van het bestek inzake gedifferentieerde kwaliteit, de organisatie van de productie alsook de commercialisatie van de producten van gedifferentieerde kwaliteit;

6° « *dienst* » : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van de administratie, aangewezen als de bevoegde autoriteit die instaat voor de toepassing van het gewestelijk kwaliteitssysteem.

HOOFDSTUK II. — *Wetenschappelijke commissie voor agrovoedingsproducten*

Art. 2. § 1. Er wordt een wetenschappelijke commissie voor agrovoedingsproducten ingesteld, hierna « *de Commissie* », die een gemotiveerd advies zal uitbrengen over elke aanvraag i.v.m. de kwaliteit van de producten die haar door de Regering of door de Minister of overeenkomstig elke wettelijke procedure voorgelegd wordt.

§ 2. De Commissie is samengesteld uit :

1° vijf vertegenwoordigers van universitaire instellingen;

2° twee vertegenwoordigers van centra voor wetenschappelijk onderzoek;

3° twee vertegenwoordigers van instellingen van het niet-universitair hoger onderwijs;

4° een vertegenwoordiger van het « *Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de qualité* » (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw);

5° een vertegenwoordiger van de administratie.

Een vertegenwoordiger van de dienst wordt uitgenodigd om als waarnemer deel te nemen aan de werkzaamheden van de Commissie.

De Commissie kan deskundigen van haar keuze uitnodigen om als adviseur deel te nemen aan haar werkzaamheden en kan het advies van elke andere onafhankelijke natuurlijke of rechtspersoon inwinnen.

Om over bijzondere punten voorgelicht te worden kan de Commissie technische en wetenschappelijke werkgroepen oprichten die samengesteld zijn uit onafhankelijke sectorale deskundigen.

§ 3. De leden van de Commissie worden door de Minister aangewezen onder de kandidaten die voorgedragen worden door de representatieve organisaties vermeld in paragraaf 2.

§ 4. Onverminderd artikel 2, § 1, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, past de Commissie de volgende regels toe:

1° ze wijst haar voorzitter onder haar leden aan;

2° haar secretariaat wordt waargenomen door de « *Conseil économique et social de Wallonie* » (Sociaal-economische raad van Wallonië), afgekort « *CESW* »;

3° haar zetel is die van de « *CESW* »;

4° een gewoon lid dat niet vervangen wordt door zijn plaatsvervanger, kan zich laten vertegenwoordigen door een ander lid van de Commissie, dat met een schriftelijke volmacht aan de beraadslaging deelneemt;

5° het advies van de Commissie kan vergezeld gaan van het afwijkend standpunt van een lid dat tegen het advies van de meerderheid ingaat;

6° de volgende kosten worden in de boeken opgenomen door het secretariaat van de Commissie en gefinancierd via jaarlijkse aangiften van schuldvordering die aan de dienst gericht worden :

- a) de vergoedingen van reiskosten;
- b) de werkingsuitgaven van de « CESW » i.v.m. de secretariaatsactiviteiten van de Commissie, excl. de bezoldiging van het personeel.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, wordt het voorzitterschap door het oudste lid van de Commissie waargenomen als de voorzitter verhinderd is.

In de zin van het eerste lid, 4°, kan een lid slechts één enkel ander lid vertegenwoordigen.

De deskundigen en de leden van de werkgroepen bedoeld in paragraaf 2, vierde lid, ontvangen vergoedingen voor de reiskosten vermeld in het eerste lid, 6°, a).

§ 5. De Commissie geeft advies binnen een termijn van hoogstens drie maanden.

Als het aanvraagdossier onvolledig is, kan de Commissie de aanvrager verzoeken om de ontbrekende gegevens om zijn aanvraag te vervolledigen. In dat geval wordt de in het eerste lid bedoelde termijn opgeschort totdat de opgevraagde gegevens in ontvangst genomen worden.

HOOFDSTUK III. — *Minimale sectorale vereisten*

Art. 3. § 1. De minimale sectorale vereisten voor het opmaken van de bestekken van een productiesector, vastgelegd op basis van artikel D.179, paragraaf 4, tweede lid, van het Wetboek, leggen de volgende beginselen op :

1° het familiale karakter van de landbouwbedrijven, wat inhoudt dat het bedrijfshoofd en zijn gezin, wat de betrokken productie betreft, economisch zelfstandig zijn, de beslissingen treffen, het beheer controleren en hoofdzakelijk zelf het kapitaal en de arbeidskracht inbrengen door de inzet van arbeidskrachten die gelijkgesteld worden met het bedrijfshoofd en zijn aanverwanten in de eerste of de tweede graad;

2° de billijke verdeling van de marges via de keten waarbij een aanzienlijke meerwaarde aan de landbouwer gegarandeerd wordt;

3° een evenwichtige verhouding tussen de ontwikkeling van de landbouw en de verwachtingen van de maatschappij;

4° het exclusieve beroep op producten die niet geklasseerd worden als bevattende genetisch gemodificeerde organismen zoals omschreven in artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten;

5° een differentiatie ten opzichte van een standaardproductie via de toepassing van doelstellingen opgenomen onder de volgende elementen :

- a) de plaatselijke bevoorrading in verschillende fasen van de keten;
- b) de weerslag op het leefmilieu;
- c) de weerslag op de menselijke gezondheid;
- d) het dierlijke welzijn;
- e) de ethiek en de maatschappelijke verantwoordelijkheid van de operatoren van de keten;
- f) de organoleptische kwaliteit van de producten;
- g) de nutritionele en diëtische kwaliteit van de producten;
- h) de sanitaire kwaliteit van de producten of de traceerbaarheid ervan.

§ 2. De minimale sectorale vereisten bepalen dat de voor de erkenning overgelegde bestekken aan de hand van controleerbare criteria elk verschil objectiveren ten opzichte van de standaardproductie die als referentie dient op de markt.

De minimale sectorale vereisten voorzien voor de betrokken sector desgevallend in de verplichting om de voor de erkenning overgelegde bestekken te richten op producten waarvan de differentiatie duidelijk en eenduidig is.

Art. 4. § 1. De minimale sectorale vereisten bedoeld in artikel 3 omvatten :

- 1° het toepassingsveld en de definities die toepasselijk zijn op de betrokken productiesector;
- 2° de wijzen van organisatie van de productie via een keten, in groep of individueel;
- 3° de omschrijving van de keten;
- 4° de verplichting om te voorzien in een overeenkomst tussen de landbouwer en de keten;
- 5° de objectieve en relevante elementen die het familiale karakter van de landbouwbedrijven garanderen;
- 6° de objectieve en relevante elementen tot formalisering van de antwoorden van de keten op de verwachtingen van de maatschappij in de betrokken sector;
- 7° het toepassingsveld van de bestekken voor de betrokken productiesector;
- 8° de structuur van de bestekken voor de betrokken productiesector, rekening houdend met de minimale structuur omschreven in artikel 7 en in bijlage 1;
- 9° de tenuitvoerlegging van de sectorale autocontroleplannen goedgekeurd in de zin van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende autocontrole, meldingsplicht en traceerbaarheid in de voedselketen;
- 10° de dwingende elementen waaruit de minimale differentiatiesokkel bestaat;
- 11° de facultatieve differentiatie-elementen waaronder de promotor een keuze maakt naar gelang van de oriëntatie die hij aan zijn bestek geeft en het minimumaantal opgelegd onder de bedoelde elementen;
- 12° het minimale controleplan op grond waarvan de richtlijnen voor de opstelling van de controleplannen in de bestekken vastgelegd worden;
- 13° de relevante elementen betreffende de organisatie van de certificering door certificerende instellingen;
- 14° de elementen betreffende de opwaardering en de commercialisatie van de producten;
- 15° het percentage producten die onder de erkende benaming ter beschikking van de consument gesteld worden;

16° de elementen waarmee de voor de landbouwer bestemde meerwaarde geobjectiveerd kan worden;

17° desgevallend, een identificatie van de vereisten waarvan afgeweken mag worden, met een omschrijving van de omstandigheden en de afwijkingsvoorwaarden.

§ 2. Aan de hand van de minimale sectorale vereisten kan de promotor van een bestek voorzien in bijkomende elementen die tot andere kenmerken inzake differentiatie van zijn product leiden.

§ 3. De overeenkomst bedoeld in paragraaf 1, 4°, garandeert een evenwichtige contractuele verhouding tussen de landbouwer en de keten via de bepaling van de rechten en plichten van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben.

Ze bevat minstens de volgende elementen :

1° de personalia van de promotor van de keten;

2° de identificatie van de landbouwer en van de productie-eenheden betrokken bij de toepassing van het bestek;

3° de verbintenis van de landbouwer om de producten van gedifferentieerde kwaliteit voort te brengen en aan de keten te leveren overeenkomstig het bestek dat bij de overeenkomst gaat;

4° de verbintenis van de promotor van de keten om de landbouwer kennis te geven van de sanctieprocedure van de certificerende instelling;

5° de verbintenis van de landbouwer om kennis te nemen van de sanctieprocedure van de certificerende instelling;

6° de verbintenis van de promotor van de keten om, behoudens gerechtvaardigde buitengewone redenen die schriftelijk aan de landbouwer meegedeeld wordt, de producten van gedifferentieerde kwaliteit aan te nemen die in de keten opgenomen zijn en aan het bestek voldoen, tegen de prijs die de in het bestek gegarandeerde meerwaarde inhoudt.

Art. 5. De Minister legt, met inachtneming van de beginselen waarin de artikelen 3 en 4 voorzien, de minimale sectorale vereisten vast die een gemeenschappelijke basissokkel vormen voor het opmaken en de erkenning van bestekken als gewestelijk systeem van gedifferentieerde kwaliteit.

Art. 6. Op verzoek van de Minister legt de Commissie hem een voorstel van minimale sectorale vereisten over. Daartoe richt de Commissie per sector een technische en wetenschappelijke werkgroep op.

De Commissie onderwerpt de minimale sectorale vereisten aan het advies van de betrokken sector.

HOOFDSTUK IV. — *Inhoud van de bestekken*

Art. 7. § 1. Elk bestek betreffende producten van gedifferentieerde kwaliteit houdt zich aan de redactionele structuur en aan de inhoud die in bijlage 1 vastliggen.

§ 2. Tenzij de minimale sectorale vereisten het verbieden, identificeert het bestek de afwijkingsmogelijkheden via de omschrijving van de afwijkingsomstandigheden en -voorwaarden.

§ 3. Als de minimale sectorale vereisten door de Minister vastgelegd worden, worden ze in acht genomen door elk bestek voor betrokken sector.

Als geen minimale sectorale vereiste door de Minister is vastgelegd, voldoet het bestek aan de in de artikelen 3 en 4 bedoelde beginselen op grond waarvan producten van gedifferentieerde kwaliteit uitgewerkt worden.

§ 4. Voor elke operator voorziet elk bestek in de verplichting om :

1° kennis te geven van zijn activiteit aan een certificerende instelling die voor het bestek erkend is;

2° de certificerende instelling ertoe te machtigen in zijn aanwezigheid alle nodige controles te voeren zoals ze voorzien worden in het controleplan dat bij het bestek gaat, en de conformiteit van het product van differentieerde kwaliteit te controleren.

HOOFDSTUK V. — *Procedure tot erkenning van de bestekken*

Art. 8. § 1. Elke aanvraag tot erkenning van een bestek i.v.m. het gewestelijk systeem inzake gedifferentieerde kwaliteit wordt door de promotor ingediend bij de dienst, die ontvangst bericht binnen tien dagen, via elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

§ 2. Het aanvraagdossier bevat het overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 opgemaakte bestek, de desbetreffende bijlagen en de naam van de certificerende instelling(en) die zich kandidaat gesteld heeft (hebben) voor de certificering van de producten van gedifferentieerde kwaliteit die in het bestek opgenomen zijn. Elk element dat nuttig is voor de objectivering van het gedifferentieerde karakter van de productiewijze of van de producten wordt bij het dossier gevoegd.

De dienst onderzoekt het aanvraagdossier ten opzichte van de vereisten bedoeld in het eerste lid en verzoekt de aanvrager desgevallend om de ontbrekende elementen.

§ 3. Binnen dertig dagen na ontvangst van een aanvraagdossier dat voldoet aan de vereisten van paragraaf 2, eerste lid, maakt de dienst het over aan de Commissie, die :

1° nagaat of het bestek voldoet aan de reglementaire voorschriften, o.a. de minimale sectorale vereisten;

2° de relevantie en het differentiatieniveau evalueert van elk differentiatie-element dat in het bestek opgenomen is;

3° de relevantie evalueert van het controleplan dat bij het bestek gaat;

4° desgevallend de oriëntering en het differentiatiekarakter van het bestek evalueert naar gelang van, ondermeer, de omvang van de differentiatie ten opzichte van het standaardproduct dat als referentie dient op de markt of ten opzichte van de productiewijze ervan, en van de draagwijdte ervan voor de consument;

5° de relevantie van de meerwaarde voor de landbouwer, van de overeenkomst en van de marketingmotivering evalueert;

6° een slotadvies over de erkenningsaanvraag uitbrengt.

§ 4. Binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Commissie legt de dienst een gemotiveerd voorstel van erkenning ter goedkeuring aan de Minister voor.

§ 5. De Minister erkent het bestek in het kader van de gedifferentieerde kwaliteit op voorwaarde dat minstens één certificerende instelling overeenkomstig artikel 9 erkend wordt. De erkenning van het bestek wordt bekendgemaakt in dezelfde akte als de erkenning van de certificerende instelling(en) voor het bestek.

De erkenning van het bestek wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De erkenning en de inhoud van het bestek worden bekendgemaakt op de website van het Portaal van de Waalse landbouw.

§ 6. Elke wijziging in een bestek is het voorwerp van een erkenningsaanvraag volgens de procedure omschreven in dit artikel.

§ 7. Overeenkomstig de artikelen D.6, § 5, en D.10, van het Wetboek, wordt het bestek om de drie jaar geëvalueerd door de dienst.

Als uit de evaluatie blijkt dat de inhoud van het bestek nog steeds geldig is, blijft het ministerieel besluit tot erkenning van het bestek gevolg hebben.

Als uit de evaluatie blijkt dat de inhoud van het bestek niet meer geldig is, erkent de Minister een nieuw bestek volgens de procedure bedoeld in dit hoofdstuk. Bij gebrek aan erkenning van een nieuw bestek, wordt de erkenning van het bestek ingetrokken door de Minister.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenning van de certificerende instellingen*

Art. 9. § 1. Alleen de certificerende instellingen die overeenkomstig de norm ISO/CEI 17065 geaccrediteerd zijn, kunnen erkend worden om te certificeren dat de producten voldoen aan de vereisten van een bepaald bestek.

§ 2. De inspectie-activiteiten die nodig zijn voor de certificering van de conformiteit van de producten met de vereisten van het bestek worden niet gedelegeerd door de certificerende instelling. Zij kan analytische activiteiten delegeren.

§ 3. Een certificerende instelling die niet beschikt over de accreditatie bedoeld in paragraaf 1, kan ook erkend worden als ze de volgende voorwaarden vervult :

- 1° ze is in de agrovoedingssector geaccrediteerd volgens de norm ISO/CEI 17065 in hetzelfde sectorale domein;
- 2° haar accreditatie wordt uitgebreid voor de certificering van de conformiteit van de producten met de vereisten van bedoeld bestek;
- 3° ze past de vereisten van de norm ISO/CEI 17065 toe op het bestek wanneer de erkenning wordt aangevraagd, zelfs als ze nog niet overeenkomstig de norm ISO/CEI 17065 geaccrediteerd is voor het bestek.

Art. 10. § 1. De certificerende instelling die kandidaat is voor de certificering van producten van gedifferentieerde kwaliteit overeenkomstig een bepaald bestek, richt, door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, een erkenningsaanvraag aan de dienst, die ontvangst bericht binnen tien dagen.

§ 2. De erkenningsaanvraag bevat :

- 1° de benaming en de maatschappelijke zetel van de certificerende instelling die zich kandidaat stelt;
- 2° de identificatie van de locaties op het grondgebied van het Waalse Gewest waar alle documenten betreffende de controle op het bestek ingekeken kunnen worden;
- 3° de accreditatiebewijzen bedoeld in artikel 9;
- 4° de identificatie van de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het geheel van de activiteiten van de certificerende instelling die zich kandidaat stelt;
- 5° de identificatie van de verantwoordelijke voor de certificeringsactiviteiten;
- 6° de kwaliteitsgids van de certificerende instelling die zich kandidaat stelt;
- 7° het algemene controleschema dat berust op het bij het bestek gevoegde controleplan en dat voorziet in de inspectie-, audit- en analysehandelingen;
- 8° de audit-checklist;
- 9° het plan inzake analytische controle;
- 10° de certificeringsprocedure;
- 11° de bepaling van de minder belangrijke en de voornaamste non-conformiteiten en van de maatregelen getroffen jegens elke operator na opsporing van de verschillende types van non-conformiteit;
- 12° de lijst van de maatregelen getroffen jegens elke operator die niet voldoet aan de verplichtingen voortvloeiend uit zijn instemming met het bestek, volgens een schaal van evenredige en niet discriminerende sancties.

§ 3. De dienst onderzoekt de erkenningsaanvraag en verzoekt de certificerende instelling die zich kandidaat stelt desgevallend om bijkomende rechtvaardigingen.

De dienst gaat na of de elementen van het aanvraagdossier relevant zijn. Hij kan de Commissie om advies verzoeken.

§ 4. De dienst legt een gemotiveerd voorstel tot toekenning of intrekking van erkenning ter goedkeuring aan de Minister voor uiterlijk binnen drie maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag. Die termijn wordt verlengd als bedoeld bestek nog steeds erkend is.

§ 5. De Minister erkent de certificerende instelling in dezelfde akte als die waarin het bestek overeenkomstig artikel 8, § 5, erkend is.

Als verschillende certificerende instellingen de naleving van een bepaald bestek controleren, kan de Minister de certificerende instellingen bij de toekenning van de erkenning ertoe verplichten te voorzien in controle- en certificeringselementen om de controle en de certificering van het bestek te harmoniseren.

De dienst geeft de certificerende instelling kennis van de beslissing van de Minister binnen tien dagen na de datum van de beslissing.

§ 6. De certificerende instelling kan elk ogenblik afstand doen van haar erkenning via elke verzending die een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, en die minstens drie maanden voordat het afstand doen gevolg heeft aan de Minister gericht wordt.

§ 7. In geval van wijziging in het bestek verwittigt de promotor de certificerende instelling, die overgaat tot de eventuele wijzigingen in de elementen van haar erkenningsaanvraagdossier en maakt ze aan de dienst over door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

Art. 11. § 1. Met inachtneming van artikel D.9 van het Wetboek kan de Minister de erkenning van de certificerende instelling volgens de in de paragrafen 2 tot 7 bedoelde procedure opschorten of intrekken als ze niet meer voldoet aan de voorwaarden waarin artikel 9 voorziet of aan de verplichtingen waarin de artikelen 13 tot 15 voorzien.

§ 2. De certificerende instelling wordt in kennis gesteld van de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen.

§ 3. De Minister of de leidend ambtenaar van de dienst die als afgevaardigde van de Minister aangewezen wordt, verzoekt de certificerende instelling erom zijn standpunt over de uiteengezette motieven tot rechtvaardiging van de overwogen maatregel te laten gelden in het kader van een verhoor.

§ 4. Desgevallend beslist de Minister de erkenning van de certificerende instelling in te trekken nadat hij of zijn gemachtigde het dossier heeft onderzocht.

§ 5. Wanneer afstand gedaan wordt van de erkenning zoals vermeld in artikel 10, paragraaf 6, of in geval van opschorting of intrekking van de erkenning, geeft de dienst de promotor van het bestek onmiddellijk kennis van de ministeriële beslissing en wijst hij op de dringende noodzaak om de erkenning te laten overnemen door de diensten van een andere certificerende instelling of, bij gebreke daarvan, zo spoedig mogelijk te zoeken naar een certificerende instelling die zich kandidaat stelt en in staat is om haar te vervangen. In dat geval wordt een erkenningsaanvraag ingediend zoals vermeld in artikel 11.

De promotor van bedoeld bestek geeft alle operatoren van de keten onmiddellijk en op eigen kosten kennis van de officiële intrekking van de erkenning en wijst haar op de dringende noodzaak om zich bij een andere certificerende instelling in te schrijven.

§ 6. Elke erkenning, opschorting, intrekking of weigering van erkenning zoals vermeld in artikel 10, § 6, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Portaal van de Waalse landbouw.

§ 7. Op straffe van niet-ontvankelijkheid, richt de instelling een beroep aan de Minister of aan diens gemachtigde door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, binnen termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de beslissing tot weigering, opschorting of intrekking van de erkenning.

Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek, kan de aanvrager door de Minister of diens gemachtigde gehoord worden als hij daarom in het beroep verzoekt.

HOOFDSTUK VII — *Supervisie en verplichtingen van de certificerende instellingen*

Art. 12. De dienst wordt belast met de supervisie van de erkende certificerende instellingen. In dat opzicht vervult de dienst de volgende taken :

1° hij neemt deel aan de audits inzake toezicht en uitbreiding van accreditatie die georganiseerd worden door de accreditatie-instelling verbonden met de certificerende instelling;

2° hij maakt als waarnemer deel uit van het certificeringsadviescomité van de certificerende instelling;

3° hij kan, op algemene wijze of voor een bepaald bestek, een administratieve audit uitvoeren om na te gaan of de norm ISO/CEI 17065 goed toegepast wordt;

4° hij kan een technisch auditeur op het terrein begeleiden om na te gaan of hij geschikt is en om de wijze te controleren waarop de inspecties worden gevoerd;

5° hij kan op eigen initiatief inspecties uitvoeren bij de gecertificeerde operatoren.

Art. 13. De volgende verplichtingen zijn van toepassing op de erkende certificerende instellingen :

1° elke wijziging in de overeenkomstig artikel 10 vereiste gegevens wordt onmiddellijk aan de dienst meegedeeld door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek;

2° de certificerende instelling certificeert producten van gedifferentieerde kwaliteit volgens de voorschriften van het overeenstemmende bestek en volgens de certificeringsprocedure die bij de erkenningsaanvraag overgelegd wordt;

3° de certificerende instelling overhandigt de operator die onder zijn controle komt te staan het overeenstemmende bestek, een rooster voor de evaluatie van de non-conformiteiten en de desbetreffende sanctierooster;

4° de certificerende instelling geeft een conformiteitsattest af aan de operatoren van wie het overeenstemmende bestek gecontroleerd werd;

5° als een operator onder controle niet meer voldoet aan de voorschriften die hem opgelegd worden, kan de certificerende instelling zijn conformiteitsattest intrekken en verwittigt ze onmiddellijk de dienst en de promotor van het bestek;

6° als een operator van certificerende instelling verandert, verstrekt de eerste certificerende instelling de nieuwe onmiddellijk alle nodige gegevens voor de voortzetting van de controle- en certificeringsactiviteiten betreffende de operator;

7° in geval van weigering van erkenning vanwege een certificerende instelling of in geval van intrekking van de erkenning van een certificerende instelling, verstrekt bedoelde certificerende instelling aan de door een operator aangewezen certificerende instelling het geheel van de gegevens die nodig zijn voor de voortzetting van de controle- en certificeringsactiviteiten betreffende die operator.

In de zin van het eerste lid, 5°, :

1° neemt de certificerende instelling de geschikte maatregelen tot uitsluiting van de operator van het productie-, verwerkings-, bereidings-, verpakings- of commercialisatieproces van de producten van gedifferentieerde kwaliteit die het voorwerp van de uitsluiting zijn;

2° informeert de certificerende instelling de operatoren in relatie met de operator die zich niet aan de beslissing houdt.

Art. 14. Overeenkomstig artikel D.8, 3°, van het Wetboek, maakt de erkende certificerende instelling een op 31 december afgesloten jaarlijks activiteitenverslag aan de dienst over uiterlijk 31 januari van het volgende jaar. Dat verslag bevat ondermeer :

1° het aantal operatoren die onder haar controle staan voor bedoeld bestek;

2° de lijst van de operatoren die onder controle staan;

3° de individuele volumes voortgebracht per operator onder controle en per product van gedifferentieerde kwaliteit;

- 4° het aantal controles gevoerd per operator over het kalenderjaar;
- 5° de non-conformiteiten vastgesteld per operator;
- 6° de rechtzettingssacties als gevolg van de vastgestelde non-conformiteiten.

Art. 15. De erkende certificerende instelling verleent elke persoon van de dienst vrije toegang tot haar lokalen en documenten en verstrekt alle informatie waarom verzocht wordt.

HOOFDSTUK VII. — *Productbenaming en kwaliteitsteken*

Art. 16. § 1. Een productbenaming zoals vermeld in een erkend bestek kan slechts gebruikt door elke operator die landbouwproducten of voedingsmiddelen conform het bestek in de handel brengt.

§ 2. Het kwaliteitsteken dat het gewestelijk systeem inzake gedifferentieerde kwaliteit zichtbaar moet maken, zoals bedoeld in artikel D.183, § 1, van het Wetboek, wordt gematerialiseerd in de vorm weergegeven in bijlage 2.

Het kwaliteitsteken komt slechts voor op de etikettering van de producten van gedifferentieerde kwaliteit die aan het erkende bestek voldoen. Het wordt aangebracht op een zichtbare plek en wordt voorzien van de productbenaming zoals vastgelegd in het bestek.

Het kwaliteitsteken en de productbenaming zoals vastgelegd in het erkende bestek kunnen gebruikt worden op de reclamedragers die dienen om informatie te verstrekken over de producten die aan het erkende bestek voldoen.

§ 3. De certificerende instelling erkend voor de certificering van de producten van gedifferentieerde kwaliteit van een bepaald bestek ziet toe op het gebruik van de productbenaming die in het bestek vastligt. Zij ziet toe op het gebruik van het kwaliteitsteken.

Als de certificerende instelling een verkeerd gebruik van de productbenaming of van het kwaliteitsteken vaststelt, treft ze de gepaste maatregelen.

HOOFDSTUK IX. — *Machtigingen*

Art. 17. § 1. De Minister is bevoegd om de procedures tot erkenning, tot opschorting en tot intrekking van erkenning, bedoeld in de artikelen 8, 10 en 11, aan te vullen door de toevoeging van louter procedurele bijkomende voorwaarden die nodig zijn voor de behandeling van de erkenningsaanvragen en door de wijziging van de lijst van de documenten die bij de erkenningsaanvragen gevoegd moeten worden.

§ 2. De Minister is bevoegd om de informatie en de gegevens te bepalen die elektronisch verstuurd kunnen worden voor de toepassing van dit besluit. Hij bepaalt de voorwaarden voor de indiening van de stukken of de aanvragen aan de hand van elektronische formulieren.

HOOFDSTUK X. — *Beroepen*

Art. 18. § 1. Als een operator een klacht aanhangig maakt bij de certificerende instelling en na onderzoek van die klacht volgens de procedures vastgelegd overeenkomstig de norm ISO/CEI 17065 de beslissing aanvecht die de certificerende instelling heeft genomen na afloop van de onderzoeksprocedure, kan hij een administratief beroep bij de administratie indienen.

Hij richt zijn verweermiddelen aan het adres van de Minister of van diens gemachtigde door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek en binnen een termijn van maximum dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het schrijven waarmee de beslissing die het voorwerp van het beroep is hem betekend werd.

§ 2. Als de operator vraagt om gehoord te worden overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek, gaat de Minister of diens gemachtigde over tot zijn verhoor en maakt hij een beknopt verslag van het gesprek, dat medeondertekend wordt door de Minister of diens gemachtigde en door betrokkene. Andere interveniënten kunnen erom verzocht worden aan het gesprek deel te nemen.

§ 3. De Minister of diens gemachtigde neemt een beslissing die hij aan betrokkene richt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

§ 4. Indien expertisekosten door de Waalse Overheidsdienst worden opgelegd en de aangevochte beslissing wordt bevestigd, wordt een verzoek tot betaling van de kosten gevoegd bij het aangetekend schrijven of bij de zending die een vaste datum verleent, waarbij betrokkene erom verzocht wordt de kosten te betalen binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van verzending van het schrijven.

HOOFDSTUK XI. — *Controles en overtredingen*

Art. 19. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Wetboek.

HOOFDSTUK XII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. § 1. Het ministerieel besluit van 2 september 2011 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit in de sector van pluimveeproductie blijft gevolg hebben zolang geen minimale sectorale eisen voor het opmaken van de productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit overeenkomstig de artikelen 5 en 6 bepaald worden.

§ 2. Het ministerieel besluit van 2 februari 2004 tot vaststelling van de minimale criteria voor de erkenning van de gedifferentieerde kwaliteit in de varkenssector blijft gevolg hebben zolang geen minimale sectorale eisen voor het opmaken van de productdossiers betreffende de productie van varkens van gedifferentieerde kwaliteit overeenkomstig de artikelen 5 en 6 bepaald worden.

§ 3. De bestekken die voorheen erkend werden inzake gedifferentieerde kwaliteit blijven gevolg hebben zolang de procedure tot evaluatie van de bestekken niet ingevoerd is overeenkomstig artikel 8, § 7.

§ 4. De certificerende instellingen die thans erkend zijn voor de certificering inzake gedifferentieerde kwaliteit blijven hun opdrachten uitvoeren zolang de procedure tot erkenning van de certificerende instellingen niet ingevoerd is overeenkomstig de artikelen 10 en 11.

Art. 21. Titel 7, Hoofdstuk II, van het Wetboek, die de artikelen D. 178 tot D. 183 inhoudt, treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 22. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1. Structuur van de bestekken

Artikel N. 1. Elk bestek houdt zich aan onderstaande redactionele structuur :

- 1° Hoofdstuk 1 : Identificatie van de promotor van het bestek;
- 2° Hoofdstuk 2 : Productbenaming gebruikt voor de etikettering van de producten van gedifferentieerde kwaliteit; deze benaming is ook die van het bestek;
- 3° Hoofdstuk 3 : Productiemethode;
- 4° Hoofdstuk 4 : Traceerbaarheid;
- 5° Hoofdstuk 5 : Controleprocedures;
- 6° Hoofdstuk 6 : Differentiatie, omvattende :
 - a) Elementen inzake differentiatie van de productiewijze;
 - b) Elementen tot vastlegging van de kwalitatieve meerwaarde van de producten;
- 7° Bijlagen : controleplan dat rekening houdt met de minimale sectorale eisen bedoeld in artikel 3 en met de minimale inhoud vermeld in artikel 4, § 1, 11°.

Art. N. 2. De verscheidene productiestadia worden volledig omschreven in het bestek. Elk stadium dat op zich zou kunnen overeenstemmen met één productie-eenheid wordt afzonderlijk beschouwd. De productiemethode die met elk van die stadia overeenkomt wordt uitvoerig omschreven.

Art. N. 3. Naar gelang van de sector, de beschrijving van Hoofdstuk 3 : de productiemethode, vermeld in paragraaf 1, integreert, rekening houdend met de minimale sectorale eisen bedoeld in artikel 3, de volgende elementen :

- 1° het model van ontwikkeling van de landbouwbedrijven, met inbegrip van het type speculatie, het type en de omvang van de bedrijven;
- 2° de infrastructuur van de landbouwbedrijven, met inbegrip van de milieu- en burgerlijke kenmerken;
- 3° de gebruikte soorten, rassen, variëteiten;
- 4° de oorsprong van de dieren of planten;
- 5° de voeding van de dieren, met inbegrip van de positieve lijst van de ingrediënten;
- 6° het gewasbeheer, met inbegrip van de teeltwijze, de fytosanitaire behandelingen, de aard en het gebruik van de productiemiddelen;
- 7° de diergeneeskundige verzorging, met inbegrip van de positieve lijst geneesmiddelen;
- 8° de huisvesting van de dieren;
- 9° het welzijn van de dieren;
- 10° het vervoer van de dieren, met inbegrip van de voorwaarden waaronder ze voorbereid, geladen en afgeladen worden;
- 11° het slachten van de dieren;
- 12° de behandeling van de karkassen;
- 13° de verwerkingsprocessen;
- 14° de verpakking van de producten van gedifferentieerde kwaliteit;
- 15° de commercialisatie;
- 16° de elementen waarmee de traceerbaarheid van het product van gedifferentieerde kwaliteit gewaarborgd kan worden vanaf de leveranciers tot de eindafnemer of de consument;
- 17° nadere gegevens over de eventuele betrekkingen tussen de leveranciers of de dienstverleners en de landbouwer.

Voor de toepassing van het eerste lid, 5° en 7°, wordt verstaan onder « positieve lijst », een lijst waarop de elementen die door de operatoren in het kader van het bestek gebruikt kunnen worden op uitvoerige wijze opgenomen zijn.

Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, wordt verstaan onder productiemiddelen, de verschillende externe producten ingebracht in het landbouwbedrijf, zoals zaaigoed, meststoffen, grondverbeteringsmiddelen.

Art. N 4. Bij wijze van informatie verstrekt de tekst van hoofdstuk 6 : Differentiatie, vermeld in paragraaf 1, gegronde informatie over het bestek aan de consument.

Art. N. 5. Voor de sectoren en de producten gestructureerd in keten, in de zin van artikel D.178, 3°, van het Wetboek, wordt de structuur van elk bestek, vermeld in artikel N.1. van deze bijlage, aangevuld met volgende elementen :

- 1° Hoofdstuk 1 : Identificatie van de promotor, met een omschrijving van de keten, met name een organogram, het juridisch statuut en de verhouding van de keten tot de landbouwers;
- 2° Hoofdstuk 2 : de productbenaming houdt de naam van de keten in;
- 3° De bijlagen bevatten de marketingmotivatie, de berekening van de meerwaarde voor de landbouwer en de overeenkomst.

De marketingmotivatie, zoals bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt gedefinieerd als de beschrijving van de huidige en voorzienbare afzetmarkten voor de producten van gedifferentieerde kwaliteit verkregen overeenkomstig een erkend bestek en bevat :

1° een beschrijving van de keten, van haar gedifferentieerde karakter en van haar doelstellingen inzake gedifferentieerde kwaliteit;

2° een beschrijving van het gedifferentieerde karakter van de producten, opgesteld met het oog op promotie naar het grote publiek toe;

3° een becijferde beschrijving van de productie in omvang en afzetcijfers, eventueel geventileerd per type product;

4° de huidige en voorzienbare afzetmarkten;

5° het prijzengamma;

6° het (de) huidige of eventueel te ontwikkelen commercialisatiecircuit(s);

7° de aangewende of overwogen promotietechnieken;

8° de ontwikkelingsdoelstellingen : de assen waarop de inspanningen in de toekomst gericht zouden moeten worden (korte, middellange en lange termijn).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot invoering van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en levensmiddelen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2. Gewestelijk teken van gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en voedingsmiddelen

Art. N. 1. Het ingekleurde teken van gedifferentieerde kwaliteit is conform onderstaand model waarvan de Pantone®-kleuren 100 % ZWART en ROOD 186 zijn en, in geval van vierkleurendruk, 100 % ZWART en CMJN : 0/100/81/4.



Art. N. 2. Het teken van gedifferentieerde kwaliteit kan uitsluitend in zwart-wit, zoals hieronder weergegeven, gebruikt worden als het geheel van de etikettering in zwart-wit weergegeven wordt.



Art. N. 3. Als de achtergrond van de verpakking of van het etiket donker is, kan het teken van gedifferentieerde kwaliteit in negatief weergegeven worden door gebruik te maken van de kleur van de achtergrond van de verpakking of van het etiket.



Art. N. 4. Het kwaliteitsteken is minstens 10 mm breed.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot invoering van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en levensmiddelen.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO